# Les Enjeux Eco

*Quotidien national de l'économie*

**Jeudi 13 février 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°572 ■**


Chronique Eco

**L'IA, une nouvelle guerre sur fond de souveraineté**

P 16

L'ENTREPRENEURIAT EN ALGÉRIE

# Les CDE au service des ambitions des jeunes

***Face aux défis économiques et au taux de chômage élevé parmi les jeunes diplômés, l'entrepreneuriat émerge comme une réponse cruciale en Algérie. Dans ce contexte, les Centres de Développement de l'Entrepreneuriat (CDE) se sont imposés comme des structures incontournables pour accompagner les porteurs de projets et promouvoir l'esprit entrepreneurial au sein des universités*** P 3

LEAP 2025 (ARABIE SAOUDITE)

## *Les start-ups algériennes Ambassadrices de l'innovation*

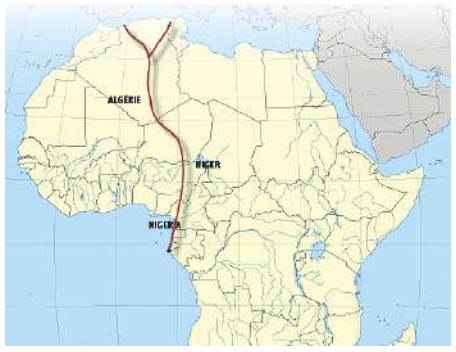
L'Algérie participe cette année pour la première fois au LEAP, qui s'est tenue du 9 au 12 février à Riyad, en Arabie saoudite

Placée sous le haut patronage du ministère de l'Économie, du Savoir, des Startups et des Petites Entreprises, cette participation reflète l'engagement fort des autorités algériennes à soutenir et promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat

P 5

LE GAZODUC TRANSSAHARIEN

## *Un projet stratégique pour l'Afrique et le monde*




Le gazoduc transsaharien (TSGP), véritable symbole d'une coopération énergétique sans précédent entre l'Algérie, le Nigéria et le Niger, s'affirme comme un projet phare susceptible de transformer les dynamiques énergétiques du continent africain et au-delà.

P 5

RAMADHAN

## *Les mesures prises pour la régulation du marché sont "rassurantes"*

Le président de l'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), Mustapha Zebdi, a qualifié mardi à Alger, les mesures prises par les autorités publiques pour réguler le marché national de "rassurantes" notamment pour la disponibilité des produits et la stabilité des prix durant mois de Ramadhan.

P 4

POUR RÉDUIRE LES « DÉPENSES EXCESSIVES »

**Sayoud ordonne d'accélérer le traitement de l'amarrage des navires** P 2

DÉVELOPPEMENT LOCAL

**900 projets approuvés au cours des cinq derniers mois par ANADE/Oran** P 3

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

**Plusieurs points abordés** P 3

EL TARF

## 150 millions de dinars pour des projets de développement dans la commune de Dréan

La commune de Dréan (66 km à l'ouest d'El Tarf) a bénéficié d'une enveloppe financière de 150 millions de dinars en vue de la réalisation de cinq (5) projets de développement, a indiqué, mercredi, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Redouane Bahloul.
Ces crédits, alloués dans le cadre du programme de solidarité et de garantie des collectivités locales, sont destinés à financer des projets relatifs à la réalisation d'un réseau routier dans la cité Lebrakna, la construction de salles d'extension à l'école Asfour-Khemissi, ainsi que l'aménagement d'une aire de jeux à la cité Djenane Echouk, la réhabilitation des réseaux d'assainissement et de distribution de l'eau potable, en plus de la réhabilitation de la double voie reliant la rue Larbi Ben M'hidi à la gare routière de Dréan, a précisé le même élu.
Ces opérations permettront, une fois achevées, d'améliorer le cadre de vie des habitants de la commune de Dréan, a conclu le président de l'APC.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

## 9 morts et 183 blessés en 24 heures

Neuf (09) personnes sont décédées et 183 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique, mercredi, un communiqué de la Protection civile.
Les bilans les plus lourds ont été enregistrés dans les wilayas de Souk Ahras avec 2 morts et 4 blessés, Alger (2 morts et 2 blessés), et Boumerdes (2 morts et 2 blessés), précise la même source.
Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 22 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles dans plusieurs wilayas du pays, note le communiqué, déplorant la mort d'un homme intoxiqué par ce gaz à Souk Ahras.

SANTÉ

# Saihi reçoit les représentants du Syndicat national des corps communs de la santé publique

*Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a reçu hier les représentants du Syndicat national des corps communs de la santé publique, dans le cadre de la poursuite des rencontres avec les partenaires sociaux.*

Cette démarche s'inscrit dans une volonté de dialogue visant à améliorer les conditions professionnelles des travailleurs du secteur de la santé. Selon un communiqué du ministère, cette réunion, tenue hier mardi en présence de cadres de l'administration centrale, a débuté par une intervention du ministre mettant en avant l'importance du dialogue avec les partenaires sociaux afin de trouver des solutions aux revendications exprimées.
Il a souligné la nécessité de prendre en considération toutes les propositions pour garantir des conditions de travail adaptées à l'ensemble des personnels de la santé, y compris ceux relevant des corps communs.
De leur côté, les représentants du Syndicat national des corps communs de la santé publique ont exposé une série de revendications, notamment l'amélioration du parcours professionnel et l'instauration d'un régime indemnitaire spécifique tenant compte de leurs conditions de travail et des risques auxquels ils sont exposés, en raison de leur interaction directe avec le personnel médical dans les établissements hospitaliers. Dans le même contexte, la nécessité d'instaurer une prime de garde nocturne pour les techniciens en informatique a été soulevée, afin de garantir le suivi du système de numérisation récemment introduit, notamment avec l'adoption du nouveau système numérique d'identification nationale en santé.
Les représentants syndicaux ont également plaidé pour l'octroi des primes liées aux risques d'infection et aux dangers sanitaires, ainsi que pour la promotion aux grades et aux postes supérieurs.
Un engagement du ministre en faveur des revendications
À l'écoute des préoccupations exprimées par les membres du syndicat, le ministre Abdelhak Saihi a réaffirmé son soutien aux doléances des corps communs et a insisté sur la nécessité d'examiner les questions liées au parcours professionnel et au régime indemnitaire, afin de l'adapter aux réalités du secteur de la santé.
Il a également rappelé que des projets de lois statutaires ont déjà été étudiés, appelant le syndicat à formuler une vision globale sur l'ensemble de ses propositions.
Un nouveau rendez-vous a été fixé avant la fin du mois de février pour une réunion avec la commission compétente du ministère, afin de discuter de l'ensemble des dossiers en cours, dans l'intérêt du secteur de la santé et de ses travailleurs.

POUR RÉDUIRE LES « DÉPENSES EXCESSIVES »

## Sayoud ordonne d'accélérer le traitement de l'amarrage des navires

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a exhorté les responsables des entreprises de transport maritime à renforcer la coopération et à intensifier les efforts pour dynamiser le secteur et optimiser la gestion des ports.
Lors d'une réunion de coordination consacrée aux secteurs du transport maritime et terrestre, Sayoud a insisté sur l'importance du travail collectif et d'une gestion rigoureuse des équipes et des moyens pour améliorer la performance des ports.
Il a également ordonné l'exploitation maximale des ressources matérielles et humaines, avec un fonctionnement en continu, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, afin d'assurer un service ininterrompu dans les ports du pays, notamment ceux à forte activité économique tels que Djendjen, Alger, Béjaïa, Annaba, Oran et Mostaganem.
L'objectif étant d'améliorer leur efficacité, de renforcer leurs capacités de service et d'accélérer le traitement des navires en attente d'amarrage afin de réduire les coûts supplémentaires. Il a, à cet effet, insisté sur l'implication de tous les acteurs et opérateurs portuaires avant la fin du mois en cours.
Par ailleurs, le ministre a ordonné l'accélération des projets en cours dans l'ensemble des ports du pays.
Il a également décidé de mettre en place un comité chargé du suivi et du contrôle du système de travail en continu.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

L'ENTREPRENEURIAT EN ALGÉRIE

# Les CDE au service des ambitions des jeunes

*Face aux défis économiques et au taux de chômage élevé parmi les jeunes diplômés, l'entrepreneuriat émerge comme une réponse cruciale en Algérie. Dans ce contexte, les Centres de Développement de l'Entrepreneuriat (CDE) se sont imposés comme des structures incontournables pour accompagner les porteurs de projets et promouvoir l'esprit entrepreneurial au sein des universités. Depuis leur mise en place, ces centres, au nombre de 117 à travers le pays, contribuent activement à transformer les idées en entreprises viables, avec des résultats encourageants.*

**Par Mourad A.**

Créés dans le cadre d'un partenariat entre le ministère de l'Enseignement supérieur et celui des Startups, les CDE ont pour mission de sensibiliser, former et accompagner les étudiants ainsi que les jeunes diplômés. Selon la Pr Soumia Taleb Chahinez, coordinatrice nationale des CDE, ces centres vont bien au-delà de la simple sensibilisation à l'entrepreneuriat, qui caractérisait les anciennes maisons de l'entrepreneuriat. « Aujourd'hui, nous avons structuré une approche globale : sensibilisation, formation obligatoire et accompagnement personnalisé jusqu'à la concrétisation des projets. Cette méthode permet de réduire les risques et de préparer les jeunes à affronter les défis du marché», a-t-elle expliqué lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale.
L'un des atouts majeurs des CDE réside dans leur approche systématique et numérique. L'inscription des porteurs de projets se fait exclusivement via la plateforme numérique CDE.DZ, facilitant ainsi le suivi et la gestion des candidatures. Après une sélection rigoureuse, les jeunes bénéficient d'une formation intensive de trois semaines, répartie en cinq modules, incluant les principes de l'entrepreneuriat, la planification stratégique, la gestion des opérations et des ressources, ainsi que les aspects juridiques et fiscaux. Cette formation est conçue en collaboration avec des experts universitaires et socio-économiques. « Cette formation est essentielle, car elle permet à nos jeunes d'entreprendre de manière efficace et structurée. Ils en ressortent avec un esprit transformé, prêt à relever les défis », a souligné la Pr Taleb.
En seulement une année, plus de 12 000 porteurs de projets ont été formés dans les CDE, et près de 900 projets ont obtenu un financement grâce à la collaboration avec Nesda, le principal partenaire des centres. Parmi ces réussites, la Pr Taleb a cité l'exemple d'un jeune médecin qui, après avoir suivi la formation au CDE de Hengela, a ouvert son cabinet de dermatologie en seulement deux mois. « C'est un exemple qui illustre le potentiel des CDE
à transformer des idées en réalité concrète et qui montre que les jeunes peuvent réussir lorsqu'ils sontbien accompagnés », a-t-elle ajouté.
Les CDE jouent également un rôle clé dans la construction d'un écosystème entrepreneurial durable.
En favorisant la création de startups et de petites et moyennes entreprises (PME), ils contribuent à diversifier l'économie et à générer de l'emploi. De plus, les partenariats avec des mentors du secteur privé renforcent le lien entre les jeunes entrepreneurs et le marché, leur offrant des opportunités de réseautage et de développement.
Cependant, malgré des avancées significatives, les CDE font face à des défis notables, notamment en matière de financement et d'extension de leur réseau. « Nous avons déjà augmenté le nombre de centres de 102 à 117, mais la demande croissante nous pousse à aller encore plus loin. L'objectif est de toucher un maximum de jeunes et de les outiller pour qu'ils deviennent des acteurs économiques dynamiques », a précisé la Pr Taleb. Elle a également insisté sur la nécessité de continuer à améliorer les mécanismes de suivi après la création des entreprises. « Il ne s'agit pas seulement de former, mais de garantir que chaque projet voit le jour et génère un impact positif sur l'économie nationale », a-t-elle affirmé.
Pour les jeunes encore hésitants à franchir le pas, la Pr Taleb a adressé un message d'encouragement : «L'entrepreneuriat est une opportunité unique. Nos CDE sont là pour vous accompagner et vous aider à réaliser vos rêves. Avec la bonne formation et un accompagnement solide, chaque idée peut devenir une réussite ». À travers les CDE, l'Algérie construit progressivement une génération de jeunes entrepreneurs capables de relever les défis économiques et d'apporter des solutions innovantes. Avec une stratégie bien définie et des résultats prometteurs, ces centres se positionnent comme des piliers du développement économique et social

DÉVELOPPEMENT LOCAL

## 900 projets approuvés au cours des cinq derniers mois par ANADE/Oran

Un total de 900 projets proposés par des jeunes universitaires ont été approuvés au niveau des comités communaux d'approbation et de sélection des projets de l'Agence Nationale de Soutien et de Développement de l'Entrepreneuriat ANADE, a indiqué mercredi à Oran, Karim Madouche, directeur du développement des programmes à l'agence.
M. Madouche a souligné, dans une déclaration à l'APS, en marge d'une rencontre régionale des cadres de l'Agence Nationale de Soutien et de Développement de l'Entrepreneuriat pour plusieurs wilayas de l'Ouest du pays, organisée mercredi à Oran, que "la plupart des projets proposés par les jeunes, depuis la relance des activités de l'agence en septembre dernier, sont des projets réalisables et présentent un intérêt économique et social important".
Le même responsable a ajouté que "la nouvelle dynamique observée au sein e l'agence ANADE, ces derniers mois, a permis de former près de 10.000 jeunes porteurs de projets, dont 9.000 jeunes universitaires, formés dans les 117 centres de promotion de l'entrepreneuriat au sein des établissements d'enseignement supérieur, ainsi que 600 jeunes dans les centres pilotes ouverts au niveau des instituts de formation et d'enseignement professionnels".
Lors de la rencontre, plusieurs exposés ont été présentés par des cadres de l'agence, tant au niveau central que local, parmi lesquelles un exposé sur l'échelle de notation pour l'approbation des projets, un autre sur les procédures d'élargissement et de diversification des activités, ainsi qu'une présentation sur la gestion des risques, en plus des bilans d'activités centraux et régionaux pour le dernier trimestre de l'année 2024.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

## Plusieurs points abordés

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé ce mercredi 12 février 2025 une réunion du gouvernement consacrée à l'examen des préparatifs liés à la commémoration du 80 anniversaire des massacres du 8 mai 1945. Ces massacres, érigés par le Président de la République en Journée nationale de la mémoire, rendent hommage aux victimes de ces atrocités perpétrées par le colonialisme français, tout en glorifiant leurs sacrifices héroïques pour la liberté et l'indépendance.
Le gouvernement a également évalué l'état d'avancement de plusieurs projets s'inscrivant dans le cadre du programme de développement du réseau routier à Alger. Ces initiatives visent à désengorger le trafic routier et à réduire la pression sur certains axes principaux, conformément aux orientations du Président de la République sur cette question.
Par ailleurs, un exposé a été présenté au gouvernement concernant la promotion de l'entrepreneuriat, des métiers et du travail indépendant. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du nouveau plan d'action visant à développer l'offre de formation professionnelle, à l'adapter aux besoins du marché de l'emploi et à améliorer sa qualité, tout en encourageant l'esprit entrepreneurial chez les diplômés des établissements de formation professionnelle.
Un autre rapport a été consacré aux laboratoires d'analyse et de contrôle qualité, ainsi qu'aux perspectives de leur développement. Celui-ci comprenait une série de mesures opérationnelles destinées à renforcer les mécanismes de contrôle de la qualité des produits, à lutter contre la fraude et à protéger les consommateurs. Le gouvernement a également passé en revue les dispositions prises pour garantir un approvisionnement régulier du marché national en produits de première nécessité et de grande consommation.
Enfin, la réunion a inclus un exposé sur les mesures spécifiques relatives à l'exploitation de la flotte nationale de transport maritime de passagers et de marchandises à pleine capacité, tout en améliorant la qualité des services offerts aux usagers. L'accent a été mis sur l'importance de la mise en œuvre des réformes des entreprises de transport maritime adoptées par le Conseil des participations de l'État le 17 avril 2023. Ces réformes visent à renforcer la contribution de ce secteur à l'accompagnement de la dynamique économique que connaît le pays.

RAMADHAN

## Les mesures prises pour la régulation du marché sont ”rassurantes”

Le président de l'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), Mustapha Zebdi, a qualifié mardi à Alger, les mesures prises par les autorités publiques pour réguler le marché national de "rassurantes" notamment pour la disponibilité des produits et la stabilité des prix durant mois de Ramadhan.
Invité du Forum du quotidien El Moudjahid, M. Zebdi a indiqué que "depuis l'année dernière, plusieurs ministères poursuivent leurs efforts via des mesures visant à garantir l'abondance des produits et à réguler le marché", d'où "la mise en place de mécanismes ayant largement contribué à la stabilité des prix.
Concernant les mesures prises pour cette année, le président de l'APOCE a salué l'importation anticipée de viandes en prévision du mois de Ramadhan afin d'éviter les fluctuations d'approvisionnement en cette denrée, fortement consommée durant le mois de jeûne, se félicitant par là même les efforts proactifs visant à augmenter la production de certains produits alimentaires de large consommation, tels que le sucre et la semoule, ainsi que l'augmentation du nombre de marchés de proximité à travers le pays.
M. Zebdi a, par ailleurs, affirmé que l'APOCE œuvrait, via une communication continue, à faire du consommateur un maillon essentiel dans le processus de régulation du marché en "faisant montre d'un comportement de consommation responsable, loin du gaspillage".
L'organisation s'emploie à sensibiliser au maximum toutes les catégories de la société, à lutter contre la fraude, à encourager la qualité, en plus d'assurer un environnement sain et propre pour le consommateur et de promouvoir la consommation locale, a-t-il poursuivi.
Il a rappelé, dans ce sens, que l'organisation met à la disposition des consommateurs plusieurs canaux de communication, tels que le numéro 3311 pour recevoir les plaintes et les demandes de renseignements des consommateurs, ainsi que leurs signalements sur les dépassements, en sus des efforts de sensibilisation via la page officielle de l'organisation sur les réseaux sociaux.
Il a également évoqué, dans ce même sens, la plateforme numérique "Achki" qui permet de recevoir les plaintes des consommateurs, de les trier et de les orienter vers les autorités compétentes, en plus de fournir des statistiques sur ces plaintes et de créer un lien direct avec les organismes de contrôle, ce qui contribue à renforcer la culture de consommation.

SULTANAT D'OMAN /ALGÉRIE

# Opportunités d'investissement dans les domaines de l'agriculture et de la pêche

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa a présidé, mardi à Alger, une rencontre de travail avec une délégation omanaise de haut niveau, avec laquelle il a examiné les opportunités d'investissement dans les domaines de l'agriculture et de la pêche.
La délégation omanaise qui effectue une visite de travail en Algérie, dans le cadre de la concrétisation des conclusions de la visite d'Etat du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Sultanat d'Oman, fin octobre passé, est conduite par le président de l'Autorité d'investissement d'Oman (OIA), M. Abdulsalam bin Mohammad Al Murshidi, accompagné du ministre de l'Agriculture, des Richesses halieutiques et des Ressources en eau, Dr. Saud bin Hamoud Al-Habsi, ainsi que du ministre de la Santé, Dr. Hilal bin Ali Alsabti.
Cette rencontre avec la délégation omanaise qui comprend également des cadres et des opérateurs économiques du Sultanat, s'est déroulée en présence de cadres du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, du ministère des Affaires étrangères, du ministère de l'Energie, ainsi que du ministère des Finances.
Lors de cette rencontre, les deux parties ont examiné plusieurs sujets relatifs à l'investissement agricole et à la pêche, ainsi que les opportunités d'investissement disponibles dans les deux pays, et les expériences et politiques agricoles de l'Algérie et du Sultanat d'Oman.
A cette occasion, M. Cherfa a présenté un aperçu sur les principaux axes de la stratégie de développement du gouvernement en vue de renforcer la sécurité alimentaire et de contribuer à la diversification de l'économie nationale, mettant en avant les avantages et les incitations contenus dans la nouvelle loi de l'investissement, au profit des opérateurs nationaux et étrangers.
Le ministre a également rappelé les objectifs que l'Algérie s'emploie à réaliser, à travers la concrétisation du Plan national de développement des cultures stratégique. Ce plan offre des opportunités d'investissement prometteuses pour les investisseurs, notamment dans les wilayas du Sud, à travers une exploitation durable des potentialités dont dispose l'Algérie, en matière de production des produits agricoles de base.
Dans le domaine de la pêche, il a cité les décisions de l'Etat visant à encourager l'activité de construction navale, à développer l'aquaculture continentale et marine, estimant que cette rencontre se veut une occasion pour relancer le mémorandum d'entente bilatéral signé en 2015 dans le domaine de la pêche, ainsi que le mémorandum d'entente signé en 2010 dans le domaine de la santé animale et végétale.
De son côté le ministre omanais de l'Agriculture, des Richesses halieutiques et des Ressources en eau a exprimé la disponibilité de son pays à développer les partenariats entre les opérateurs algériens et omanais, susceptibles d'augmenter le volume des échanges et d'optimiser les capacités d'exportation vers des marchés extérieurs en Afrique et en Europe, en profitant de la position de l'Algérie en tant que principal portail vers ces marchés.
Le ministre omanais a également salué l'expérience algérienne en matière de cultures sahariennes, estimant que le marché algérien regorge d'opportunités d'investissement, y compris dans le domaine de la pêche où le Sultanat d'Oman dispose d'une expertise avérée, sa production halieutique dépassant les 700 000 tonnes/an.
La délégation omanaise a également rencontré le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, ainsi que le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache.
La délégation effectuera des visites de terrain dans les wilayas d'Alger, Boumerdes et Blida pour s'enquérir de certaines infrastructures industrielles et agricoles.

BORDJ BADJI MOKHTAR

# Plus de 300 postes pédagogiques ouverts pour la session de février 2025

Plus de 300 postes pédagogiques seront ouverts au titre de la session de février 2025, dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, ont rapporté mercredi les services du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP) de la wilaya.
Ces postes sont répartis à travers différents modes de formation au niveau de deux centres de formation professionnelle que compte cette wilaya frontalière, et qui seront encadrés par plus de 20 formateurs, selon la même source.
Douze (12) nouvelles spécialités seront ouvertes également au titre de cette session, dans l'objectif de répondre aux exigences du marché du travail, dont la gestion et la valorisation des déchets, la gestion des ressources humaines, la soudure, la plomberie, l'installation et la réparation des équipements de télécommunication, et autres.
Ces spécialités permettront aux stagiaires la création de
micro-entreprises dans le cadre des programmes d'appui aux projets des jeunes, a indiqué le directeur du centre de formation professionnelle et d'apprentissage de la commune de Bordj Badji Mokhtar, Kebir Amhamed.
De son côté, le directeur d'une structure similaire de formation, Chahid Nouni Abdelkader, dans la commune de Timiaouine (150 km au sud du chef lieu de wilaya), Ouled Mohamed Abdallah, a souligné "que le secteur œuvre pour assurer de nouvelles spécialités, en réponse aux besoins exprimés par les jeunes, dans le cadre du programme de réforme du secteur visant à offrir une formation répondant aux besoins du marché de l'emploi, et aux spécificités de la région".
Les inscriptions via la plate forme numérique "Takwine" sont ouvertes jusqu'au 15 février au profit des jeunes des deux sexes de la région de différents niveaux désirant suivre une formation, afin d'obtenir un diplôme qui leur permettra de rejoindre le marché de l'emploi, a-t-il ajouté.
L'opération de sélection et d'orientation des candidats aura lieu immédiatement après la fin des inscriptions, et qui se poursuivra trois jours durant à travers les établissements de formation de la wilaya, selon la même source.
Les offres de formation concernent tous les jeunes, les catégories sociales, ainsi que les professionnels désirant bénéficier d'une formation pour assurer leur future dans la vie professionnelle, avec la possibilité de créer leurs propres projets, a-t-il souligné

## Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur | Code | Ouverture | Clôture | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ALLIANCE ASSURANCES | ALL | 420,00 | NC | 0,00 | 0,00 | -1,29 | 8,10 | 7,14 | 0 | 0,00 |
| BIOPHARM | BIO | 2 370,00 | NC | 0,00 | 0,12 | 2,59 | 7,11 | 7,59 | 0 | 0,00 |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE | CPA | 2 271,00 | 2270,00 | -0,04 | -0,13 | -0,41 | 11,94 | 5,51 | 945 | 2 145 150,00 |
| EGH EL AURASSI | AUR | 400,00 | NC | 0,00 | 0,00 | -2,43 | 5,06 | - | 0 | 0,00 |
| SAIDAL | SAI | 405,00 | NC | 0,00 | 0,00 | -10,20 | 2,03 | - | 0 | 0,00 |

## Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 12 فيفري 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 12 février 2025

| Produits | | Prix du détail[1] DA / Kg | | | أسعار التجزئة[1] دج / كلغ | | المنتجات |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | معدل Moyenne | أعلى Maximum | أدنى Minimum | | | |
| Légumes frais | Pomme de terre | 78 | 91 | 64 | البطاطا | خضر طازجة | |
| | Tomate | 94 | 109 | 80 | الطماطم | | |
| | Oignon sec | 51 | 58 | 45 | البصل الجاف | | |
| | Ail sec | 557 | 632 | 482 | الثوم الجاف | | |
| | Carotte | 67 | 76 | 58 | الجزر | | |
| | Navet | 80 | 90 | 69 | لفت | | |
| | Choux fleur | 66 | 75 | 58 | قرنبيط | | |
| | Choux | 83 | 91 | 74 | الكرنب | | |
| | Courgette | 149 | 163 | 135 | الكوسة | | |
| | Haricot vert | 365 | 386 | 343 | الفاصولياء الخضراء | | |
| | Laitue | 94 | 107 | 82 | الخس | | |
| Fruits frais | Mandarine | 120 | 150 | 90 | المندرين | فواكه طازجة | |
| | Orange | 100 | 130 | 70 | البرتقال | | |
| | Citron | 110 | 135 | 85 | الليمون | | |
| | Pomme locale | 417 | 528 | 307 | التفاح المحلي | | |
| | Datte | 527 | 659 | 395 | التمر | | |
| | Banane | 460 | 474 | 447 | الموز | | |
| Produits d'origine animale | Viande bovine locale | 1751 | 1878 | 1624 | لحم البقر المحلي | المنتجات ذات الأصل الحيواني | |
| | Poulet de chair | 361 | 373 | 350 | الدجاج | | |
| | Œufs (Unité) | 17 | 19 | 16 | البيض (وحدة) | | |
| | Lait de vache (Litre) | 97 | 102 | 92 | حليب البقر (لتر) | | |

LEAP 2025 (ARABIE SAOUDITE)

# Les start-ups algériennes Ambassadrices de l'innovation

*L'Algérie participe cette année pour la première fois au LEAP, qui s'est tenue du 9 au 12 février à Riyad, en Arabie saoudite Placée sous le haut patronage du ministère de l'Économie, du Savoir, des Startups et des Petites Entreprises, cette participation reflète l'engagement fort des autorités algériennes à soutenir et promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat*

**Par Réda Hadi**

Cherif Walid, l'ambassadeur d'Algérie en Arabie saoudite, a rencontré les représentants des startups algériennes, soulignant que cet événement est une opportunité pour l'Algérie de présenter son écosystème entrepreneurial en pleine expansion. Il a aussi affirmé l'importance de cette initiative qui permet de renforcer les liens entre les acteurs de l'innovation algérienne et les marchés internationaux, ouvrant ainsi la voie à de futures collaborations.

La délégation algérienne comprend des startups spécialisées dans l'intelligence artificielle, les villes intelligentes et la recherche pétrolière, notamment Smart Drilling Operations, Qareeb, Smart Chiked, Sarl Less Need Applications, etc.

La participation algérienne à cet intervient à travers un programme d'accompagnement, conçu par Algeria venture et qui a permis à plusieurs startups algériennes de se préparer, s'articulant sur une mise en réseau à travers une facilitation des rencontres avec des investisseurs internationaux et des partenaires stratégiques, et sur la visibilité à même d'offrir une plateforme pour présenter

les solutions innovantes made in Algeria sur la scène mondiale.

LEAP Tech Conference a été aussi une occasion pour Algeria venture de mettre en lumière l'écosystème entrepreneurial national en pleine expansion, notamment dans les domaines de la smart city, des ressources humaines, du pétrole et du gaz, de l'e-commerce et de l'intelligence artificielle (IA).

Il s'agit, à travers cette participation, d'une étape majeure dans la stratégie de développement de l'écosystème entrepreneurial national. Elle démontre la capacité des startups algériennes à rivaliser sur la scène internationale et à contribuer à la diversification de l'économie nationale.

Elle reflète aussi le dynamisme de notre écosystème startup et l'importance de l'accompagnement stratégique offert par Algeria Venture qui fait part également de sa détermination à poursuivre ses efforts pour positionner l'Algérie comme un hub d'innovation en Afrique et dans le monde.

Il faut savoir que dans un écosystème d'innovation et de croissance, l'Algérie affirme sa montée en puissance dans le panorama entrepreneurial africain et même mondial.

Le nombre de startups en Algérie connaît une hausse significative, enregistrant entre 2021 et 2023, une augmentation de 228 %, ce qui confirme une tendance haussière en continu.

De grands pas ont été réalisés dans le nombre de créations des startups en Algérie, sachant qu'il n'y a pas très longtemps, avant 2020, notre pays ne figurait même pas dans le Startup Ranking, alors qu'aujourd'hui, il est classé deuxième en Afrique après le Nigeria, en plus d'autres classements où il s'est également sensiblement amélioré.

LE GAZODUC TRANSSAHARIEN

# Un projet stratégique pour l'Afrique et le monde

**Par Mourad A.**

Le gazoduc transsaharien (TSGP), véritable symbole d'une coopération énergétique sans précédent entre l'Algérie, le Nigéria et le Niger, s'affirme comme un projet phare susceptible de transformer les dynamiques énergétiques du continent africain et au-delà. Ce pipeline colossal, s'étendant sur plus de 4 000 kilomètres, permettra d'acheminer entre 20 et 30 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an. Il reliera les vastes réserves gazières du Nigéria aux infrastructures gazières de l'Algérie, ouvrant ainsi la voie à un approvisionnement direct des marchés européens et internationaux.

Lors de la 4e réunion ministérielle du comité de pilotage, récemment tenue à Alger, les représentants des trois nations ont réaffirmé leur volonté d'accélérer la réalisation de cette infrastructure stratégique. Plusieurs accords cruciaux ont été signés, dont la mise à jour de l'étude de faisabilité, un contrat de compensation et un accord de non-divulgation. Ces documents marquent une étape décisive dans la concrétisation de ce projet ambitieux. Mme Wassila Hamel, directrice du transport, de la transformation et du marketing des hydrocarbures au ministère de l'Énergie et des Mines, a déclaré : « Ce gazoduc est bien plus qu'un simple projet énergétique ; il incarne une vision ambitieuse pour renforcer la coopération entre nos pays et positionner l'Afrique comme un leader sur le marché mondial de l'énergie. »

Dans son intervention sur la « Chaîne I » de la radio nationale, Mme Hamel a souligné l'expertise de Sonatrach, acteur central du projet, qui joue un rôle clé dans la mise en œuvre de cette infrastructure. « Sonatrach, avec ses 22 000 kilomètres de pipelines opérationnels, apporte une expérience inégalée dans le transport des hydrocarbures.

Cette expertise nous permettra de surmonter les défis techniques et logistiques de ce projet colossal et de garantir sa réussite dans les meilleures conditions », a-t-elle précisé.

Elle a également mis en lumière les retombées économiques et sociales de ce projet pour les trois nations. « En plus de sécuriser les approvisionnements en gaz, ce projet stimulera l'économie locale en générant des emplois directs et indirects tout au long des phases de construction et d'exploitation. Il encouragera également des investissements dans des secteurs clés tels que la pétrochimie, l'électricité et l'agriculture ».

En effet, le gaz naturel transporté permettra, entre autres, de produire de l'ammoniac, un ingrédient essentiel à la fabrication d'engrais, soutenant ainsi le développement agricole dans les trois pays.

Mme Hamel a aussi insisté sur l'impact stratégique de ce gazoduc pour l'intégration énergétique africaine. « Ce projet incarne une dynamique panafricaine. Il connecte les réserves gazières du Nigéria aux marchés mondiaux tout en favorisant l'intégration économique entre le nord et le sud du Sahara.

De plus, il ouvre la voie à des opportunités dans les énergies renouvelables, notamment l'hydrogène vert, en exploitant les infrastructures existantes ». L'engagement des trois pays envers ce projet constitue également un symbole de solidarité et de coopération régionale.

« L'Algérie, le Nigéria et le Niger ont su saisir une opportunité historique pour transformer leurs ressources naturelles en leviers de développement et de prospérité. Le TSGP sera un vecteur de stabilité régionale en contribuant à réduire les tensions par la création d'emplois et le développement économique local ».

Malgré les nombreux avantages, Mme Hamel a reconnu les défis inhérents à ce projet ambitieux. « Nous devons surmonter plusieurs obstacles techniques, financiers et géopolitiques, mais grâce à la coopération étroite entre nos pays et l'engagement des entreprises partenaires, nous avançons à un rythme soutenu. La signature des accords récents en témoigne ». Elle a également souligné l'importance d'impliquer les communautés locales et de développer des formations techniques pour garantir l'exécution optimale du projet.

En conclusion, Mme Hamel a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à jouer un rôle moteur dans ce partenariat stratégique : « L'Algérie est prête, tant sur le plan technique qu'opérationnel, à faire avancer ce projet. Nos infrastructures, nos compétences et notre vision stratégique font de nous un partenaire fiable. Ensemble, avec le Nigéria et le Niger, nous réaliserons ce qui dépasse le cadre d'un simple projet énergétique ; un rêve africain »

TÉBESSA

## 32 pôles urbains raccordés au réseau de fibres optiques en 2024

Trente deux (32) pôles urbains ont été raccordés au réseau de fibres optiques en 2024 à Tébessa, a indiqué mardi la chargée de communication à l'unité de wilaya d'Algérie Télécom.
Ces pôles urbains se répartissent sur les communes de Tébessa, de Chréa, de Boulhef Dir, de Bekaria, d'El Ouenza, de Bir El Ater, de Négrine, d'El Hammamet et d'El Ma Lbiod, a précisé à l'APS Ikram Sassi.
La même année a connu le raccordement de 13 établissements hospitaliers au réseau de fibres optiques et les travaux sont en cours pour raccorder quatre autres, selon la même source.
Dans le cadre de la fourniture des services internet aux localités reculées, l'unité d'Algérie Télécom a mis en service durant 2024 cinq stations 4G dans les communes de Boulhef Dir, de Guorriguer, d'El Ouenza, d'El Hammamet et d'El Kouif pour étendre la couverture en internet haut débit aux habitants de ces régions, a-t-on indiqué. Le nombre d'abonnés aux services internet dans la wilaya a dépassé 115.000, a souligné Mme Sassi ajoutant qu'Algérie Télécom a tracé pour 2025 un programme de raccordement de 30 nouvelles cités à ces réseaux.

PROJET DE L'UNITÉ D'AUTOGREFFE DU CHU D'ORAN

## Les travaux de réalisation en voie de finalisation

Les travaux de réalisation de l'unité d'autogreffe au CHU d'Oran, deuxième du genre au niveau de la région ouest après celle de l'EHU d'Oran, est dans sa phase de finalisation, ces travaux ayant atteint les 90%, a indiqué le chef de service d'hématologie, Pr Messaoudi Reda.
Cette unité contribuera à la prise en charge des malades souffrant de différentes maladies du sang, notamment les leucémies, ce qui réduira le transfert vers le centre du pays de ces malades, a-t-il expliqué.
Cette unité est composée de 9 lits d'isolement, d'une sous unité de collecte cytaphérèse de cellules souches hématopoïétiques pour la conservation de ces cellules et une autre sous-unité pour l'irradiation des produits sanguins, a-t-il fait savoir.
«L'unité d'autogreffe a été également équipé d'un PACS de radiologie, qui a un système de gestion électronique des images médicales avec des fonctions d'archivage, de stockage et de communication rapide », a-t-il expliqué.S'agissant de l'équipe qui se chargera de cette unité, le Pr Messaoudi a fait savoir que certains spécialistes sont déjà formés, alors que d'autres sont en cours de formation au niveau de l'unité de l'EHU d'Oran pour pouvoir commencer les autogreffes, dès que la structure sera finalisée.

TIARET

# Réouverture de deux polycliniques après leur réhabilitation

*Deux polycliniques de la ville de Tiaret ont repris, récemment, leurs activités après avoir bénéficié d'une réhabilitation complète de leurs installations, a-t-on appris, mardi, du directeur de l'établissement public de santé de proximité (EPSP) de Tiaret, Omar Zitouni.*

M. Zitouni a précisé que les polycliniques "Benamara Fatma", implantée à la cité "Rahma" et "Sadek Mohamed" ,du quartier Kermane ont bénéficié d'une réhabilitation totale, avec des aménagements de leurs structures, afin d'offrir de meilleures conditions pour la prise en charge des patients et améliorer les conditions de travail du personnel.
"Ces opérations ont été réalisées en quatre mois dans le cadre du programme sectoriel", a fait savoir la même source.
La réhabilitation de la polyclinique Benamara Fatma a nécessité la mobilisation d'une allocation budgétaire estimée à 26,3 millions de dinars, tandis que la mise à niveau de la polyclinique "Sadek Mohamed" a nécessité 17,5 millions de dinars, a-t-il ajouté.
Les travaux ont porté sur l'aménagement des accès destinés aux ambulances, des salles d'accueil et d'orientation, ainsi que la rénovation de l'étanchéité, de la peinture, des réseaux d'éclairage et de chauffage dans les différents services, tels que les salles de consultation, de radiologie, de laboratoire, de soins de maternité et de pédiatrie, ainsi que de la dentisterie, et enfin l'équipement, a souligné M. Zitouni
Il a également fait état de l'ouverture d'un point de garde nocturne à la polyclinique "Sadek Mohamed" de Kermane, relevant que cette opération "a contribué à assurer une meilleure prise en charge des patients qui se rendaient auparavant dans d'autres polycliniques des quartiers voisins ou aux urgences de l'hôpital "Youssef Damerdji".
Le même responsable a, par ailleurs, a annoncé que le quartier Keramane devra être bientôt renforcé par une nouvelle polyclinique moderne prévue au nouveau pôle urbain.
Il a rappelé que la reprise de l'activité médicale à la polyclinique "Benamara Fatma" a permis de réduire la pression sur la polyclinique "Bouiche Farid", implantée dans la cité "Bellevue", où de nombreux citoyens se rendaient pour effectuer des analyses, des radiographies ou pour des soins urgents pendant la nuit.

ADRAR

## Le portefeuille foncier de l'ODAS se renforce par deux nouveaux périmètres

Le portefeuille foncier de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS) a été renforcé par deux nouveaux périmètres dans la wilaya d'Adrar, en vertu d'un arrêté interministériel conjoint paru au Journal officiel (JO) n 8.
Selon cet arrêté interministériel entre le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, le ministère des Finances, et celui de l'Hydraulique, daté du 26 janvier dernier, le portefeuille foncier confié à l'ODAS, est complété par deux nouveaux périmètres, dont les superficies sont de 47.215 et de 35.805 hectares, respectivement.
Crée en septembre 2020, l'ODAS identifie au sein du portefeuille foncier qui lui est attribué, les zones qui recevront les grands projets à vocation agricole et agro-industrielle et statue sur les dossiers présentés par les porteurs de projets selon des critères de sélection précis.

BATNA

## Algérie Télécom accélère le passage au réseau fibre optique

Plusieurs projets dans le cadre de la stratégie de développement numérique et la modernisation du réseau téléphonique et Internet ont été achevés à Batna, ce qui a permis de remplacer le réseau téléphonique en cuivre par la fibre optique (FTTH), avec une connexion Internet à haut débit, indique un communiqué d'Algérie Télécom (AT).
« Dans le cadre de la stratégie de développement numérique et la modernisation du réseau téléphonique et Internet, la Direction opérationnelle des télécommunications de Batna a récemment achevé, au titre du plan d'actions 2025, plusieurs projets de travaux de canalisation téléphonique urbaine, ce qui a permis de remplacer le réseau en cuivre par la technologie fibre optique, marquant une avancée importante pour la région », précise la même source.
Selon AT, six (06) chantiers de travaux de canalisation téléphonique urbaine sont achevés dans plusieurs quartiers de la wilaya de Batna à savoir, les cités des 10 logements et des 80 logements à El Minchar, la cité Rahmouni, les 100 logements OPGI à Merouana, les 100 logements derrière le stade des frères Debbache à Barika, Zana Ouled Sebaa, ainsi que les 200 logements El Hassi Temherit ». Ces actions viennent s'ajouter aux « 16 autres projets en cours de réalisation dans d'autres cités de la région, telles que la cité des 30 logements à promotion Kalla Hamla 3, la cité des 124 logements LPA, la cité des 440 logements AADL sur la route de Maâfa (commune Ain Touta), les cités des 50 logements à Ali N'mur, des 200 logements LPA, des 20 logements sociaux, des 45 logements (commune de Fesdis), de Tighaza, des 80 logements à Oued El Ma (Commune de Merouana), de Dechrat El Hamra, des 584 logements promotion Merzkad, ainsi que 18 villas sur la route de Tazoult inférieure, avec une consistance globale de 38,11 km, totalisant une capacité de 12 128 d'accès mises en service ».

JIJEL

## Vers la réception de plusieurs structures au futur pôle universitaire de la commune d'El Aouana

Plusieurs structures relevant du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique devront être réceptionnées "au début de la prochaine année universitaire 2025-2026" au pôle universitaire en cours de réalisation au niveau de la localité Arbid Ali dans la commune d'El Aouana (Jijel), a indiqué mardi le chef de l'exécutif local, Ahmed Meguelati.
Dans une déclaration à l'APS en marge de son inspection des divers chantiers de ce nouveau pôle universitaire à l'entrée ouest de la wilaya de Jijel, M. Meguelati a précisé que "les travaux de nombre de structures affichent des taux d'avancement acceptables et seront mises à la disposition du rectorat de l'université Mohamed Seddik Benyahia de Jijel à la prochaine rentrée universitaire". Les structures en question sont le réfectoire central, 3.000 places pédagogiques et la bibliothèque centrale, a précisé le wali, ajoutant qu'elles composent la première partie du projet de ce pôle dont la réalisation accuse du retard dû, a-t-il expliqué, à de multiples facteurs dont le principal est lié au terrain objet de plusieurs glissements requérant à chaque fois des travaux complémentaires outre le démarrage décalé dans le temps des diverses structures de ce projet inscrit en 2011 et le gel de certaines d'entre elles.
Le même responsable a exhorté au cours de sa visite d'inspection les responsables du projet à "achever impérativement les gros travaux du réfectoire central dans un délai de deux mois et demi et ceux des 3.000 places pédagogiques et de la bibliothèque centrale dans 40 jours".
Le projet du pôle universitaire d'El Aouana comporte la réalisation de 7.000 places pédagogiques, une bibliothèque centrale de 1000 places, un réfectoire de 800 places, deux résidences universitaires (1000 et 2000 lits) et 80 logements d'astreinte, indique-t-on.

# Produire mieux pour vivre mieux

*Il y a dans les récents évènements - l'irruption de Deepseeker - deux leçons subliminales : produire mieux avec moins plutôt qu'avec plus et deux façons d'agir. Avec moins d'énergie fossile et plus de travail humain, de savoir vivant et d'énergie renouvelable. Pour finalement vivre mieux. Vivre mieux dans une biosphère moins agressée et moins agressive. Car pour des populations pauvres, vivre mieux n'est possible qu'à cette condition de produire mieux avec moins. Deux façons d'agir : une façon d'agir américaine frontale, où la parole compte trop et n'est souvent pas tenue, et une façon d'agir chinoise indirecte, qui ne dissociant pas la théorie de la pratique, fait parler l'acte.*

**Le Maître a dit : Pratiquer, saison venue, ce que l'on a appris, ah, quelle joie ![1]**

4e partie et fin

**Par DERGUINI Arezki (*)**

Autrement, la migration deviendrait une force et non une faiblesse, on exporterait un travail mort vers le Sud et on importerait du travail vivant vers le Nord, et l'un s'incorporerait et compléterait l'autre, serait avantageux pour les deux parties. L'Europe prendrait le contre-pied de l'Amérique quant à la consommation d'énergie et l'accumulation de capital fixe tout en restant dans le cours des choses, amortissant son capital fixe et le recomposant. Elle dispose des ressources qui lui permettront d'influer dans le nouveau cours des choses, d'influer autrement sur son environnement, l'Afrique et le Moyen Orient. L'Europe s'écarterait de l'Amérique pour préserver un Occident qui aurait renoncé à être l'unique centre du monde. L'Amérique est une colonie, son destin est manifeste. Elle doit autrement faire avec le reste du continent américain. La Russie impériale reste centrée sur la compétition militaire. L'objectif de la Chine n'est pas de détruire l'Occident, il est de le réformer, comme celui de réformer le monde selon une pensée non dichotomique, processuelle. L'Europe ne doit pas se rêver en empire, elle ne pourra pas le faire sans l'Afrique, face aux deux autres empires. Elle ne pourra pas faire empire sans comprendre les autres.

Du fait que la civilisation du blé est radicalement différente de la civilisation du riz, il n'y aura pas d'hégémonie chinoise. L'hégémonie occidentale est venue buter sur la civilisation du riz parce que le monde ne pouvait pas être uniformisé. L'échange de « valeurs » entre les deux civilisations ne peut aller que jusqu'à un certain point. Le « formatage historique » des sociétés va évoluer dans une certaine mesure, mais plus dans le sens occidental. Il y a dans l'évènement Deepseek, ce qui rappelle une méthode chinoise distinctive. C'est une méthode indirecte qui, au lieu de tirer sur la plante pour qu'elle grandisse, au lieu d'agir directement sur les choses, travaille sur les propensions qui décident du cours des choses. Alors que la domination occidentale favorisait et profitait de certaines propensions dans le cours des choses, elle en écrasait d'autres, déséquilibrant le monde, concentrant le capital, le travail mort, à un pôle et les populations, le travail vivant, à un autre.

### Civilisation matérielle, économie de marché et capitalisme

Quand on parle de « valeurs », il faut d'abord penser à la hiérarchie sociale, à la valeur qu'accorde la société aux différentes positions sociales. Dans la civilisation occidentale l'économie de marché s'est développée avec le capitalisme au point qu'ils ont été longtemps confondus. Aussi dans le marchand peut se cacher le capitaliste, tout le monde est marchand, mais tous ne sont pas capitalistes. D'où la croyance que l'on ne pouvait pas dissocier marché et capitalisme. Cette confusion subsiste, malgré les travaux célèbres de Karl Polanyi et de Fernand Braudel, parce qu'elle est intéressée. Elle sert la domination idéologique de l'Occident. Si l'on définit le capitalisme comme le sommet de la hiérarchie marchande à la suite de Fernand Braudel et non comme une abstraction totalement abstraite, on peut affirmer que seul l'Occident a accepté que cette hiérarchie puisse dominer la société, commander aux autres hiérarchies sociales. L'histoire de toutes les sociétés ne montrent pas celles-ci différenciant une classe guerrière pour la porter à leur direction. Les guerres sont toujours présentes dans la formation des sociétés, mais elles ne différencient pas toutes une classe guerrière pour conduire la société. Le développement de la société marchande en Europe a permis de soustraire la société à l'influence de l'institution religieuse et à son monopole du savoir. Mais elle en a fait le monopole d'une autre institution qu'elle a entretenue. Société marchande qui n'en a pas moins hérité du point de vue sur les choses de la société religieuse, point de vue divin surplombant, instituant la dichotomie entre théorie et pratique, la division entre société savante et société ignorante. La Chine a conservé une hiérarchie sociale antique, le PCC sa nouvelle bureaucratie céleste bien enracinée, refuse de céder le pouvoir à la hiérarchie marchande, celle-ci ne commandera pas à la société et à la société marchande. Le PCC commandera à la vie marchande, mais aussi servira la vie marchande. La hiérarchie marchande sera au service de la société et la société au service de la société marchande. La compétition au sein de la société marchande et de la société n'autorisera pas de monopoles marchands qui organisant la compétition marchande cloisonneraient les intérêts de la société marchande, les sépareraient de ceux de l'ensemble de la société. Planification et marché, compétition et monopolisation, sont l'un dans l'autre, se substituent l'un à l'autre, mais se complètent. Les monopoles n'imposent pas la compétition, ils la soutiendront. Pense-t-on toujours comme le laisse entendre les croyances occidentales que l'individu mieux que quiconque connaît son intérêt, que sans liberté individuelle pas d'innovation ? Il devient évident avec la Chine que c'est l'intérêt collectif qui fait la compétitivité et que c'est le travail collectif qui fait l'innovation[4]. Le développement de la vie marchande n'a pas besoin d'une société dirigée par la hiérarchie de l'argent, mais d'une hiérarchie de l'argent qui sait faire avec les autres hiérarchies sociales, ce qui développe la vie marchande et le bien-être de la société. Bien-être et vie marchande peuvent diverger. Une classe capitaliste se préoccupe de sa reproduction et de ses intérêts plus que de l'alignement de ses intérêts avec ceux de la société, plus de ses monopoles que de leur alignement avec les intérêts de la société. Ceci passe avant cela. Il faut distinguer entre une classe sociale et une hiérarchie sociale. La reproduction de la classe sociale est interne, sa hiérarchie est une production de sa compétition interne, celle de la hiérarchie sociale est externe, elle est la production de la société entière. Les individus ont le choix quant à quelle hiérarchie sociale investir. Une société complexe, à la division du travail développée, ne se compose pas nécessairement de classes sociales, mais nécessairement de hiérarchies sociales.

### La machine et nous

La machine est en nous et hors de nous. Hors de nous parce qu'elle est une externalisation, une objectivation d'un savoir subjectif. Les Occidentaux sont des peuples de l'Idée. Elle est en nous, parce que nous l'avons internalisée. Les Extrême-Orientaux étaient les peuples de la vie (François Jullien). La machine, du fait de ces deux mouvements d'externalisation et d'internalisation, est un prolongement de nos activités et intentions. Elle fait partie de notre inscription dans le monde, de notre procès d'individualisation. La machine n'est donc pas un objet figé, mais un être en devenir qui s'inscrit dans un processus d'adaptation continu de l'homme à son milieu (Gilbert Simondon). La machine est un moyen d'aller plus loin dans la connaissance de la nature dont nous faisons partie. En s'objectivant, le savoir extrait de l'activité d'un travail qualifié, d'une expérience réussie, peut être objectivé dans un objet, une machine, pour être approprié par une classe de propriétaires ou être incorporé dans un travail humain moins qualifié ou différent qui s'en trouve requalifié. Le travail qualifié peut être réapproprié par le travail en général au lieu d'être objectivé dans des machines coûteuses que s'approprieraient et que commanderaient des propriétaires pour commander au non-propriétaires. L'homme est une machine intelligente, il s'incorpore des savoirs faire qu'il automatise et en étant confronté à des situations inédites, il éprouve son intelligence. Son intelligence s'éprouve dans sa capacité à s'habituer à se déshabituer. La machine non humaine intelligente que l'homme ne peut pas s'incorporer parce qu'il ne peut pas s'incorporer l'énergie qui l'anime, sa vitesse d'exécution et sa capacité de calcul, peut l'assister à condition qu'il veuille bien la juger dans les conséquences de ses choix et non par la connaissance de sa « boîte noire ». L'Occidental porte plus d'importance à l'individu qui agit qu'aux conséquences de son action. C'est connu, la phrase commence par le sujet, mais pas partout ailleurs. La machine aidera plus l'homme à se connaître lui-même et la nature, à l'heure actuelle, elle doit moins servir à se substituer à nous-mêmes, qu'à accroître nos connaissances et compétences.

La propension des sociétés à marginaliser la culture technique est corrélative à la propension capitaliste de dissocier le travail mort du travail vivant et à substituer constamment le premier au second. On ne cesse pas de se plaindre d'une telle propension dans la société, chez les étudiants et les femmes, mais on fait tout le contraire en dissociant le travail mort du travail vivant. La culture technique d'une société exprime le rapport de la société au savoir, sa tendance à l'externaliser et/ou l'internaliser. A la base, il y a certainement la dichotomie de la théorie et de la pratique qui fait la différence entre l'Occident et l'Extrême-Orient. Dichotomie qui est institutionnalisée par la division de la société en classes propriétaire et non propriétaire. Pour qu'il y ait ruissellement de la richesse des riches aux pauvres, c'est au ruissellement du savoir qu'il faut d'abord penser. Dans les sociétés postcoloniales où le chemin emprunté consiste à importer les institutions des « sociétés modernes », on importe les universités mais pas leurs laboratoires, on donne aux jeunes des universités, mais pas la culture technique nécessaire à la construction de leur avenir. J'incline à penser que l'on ne fait pas suffisamment confiance à leur envie de réussir, à leur capacité d'apprendre et de surpasser les maîtres de l'heure. Pourtant, le peuple algérien aime les défis.

(*)Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif, ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

## Notes

[1]Confucius. Entretiens. I.1
[2]Présentation du livre d'Arnaud Orain. Le monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude (XVIe - XXIe siècle). Flammarion. Janvier 2025.
[3] C'est cette notion de composition organique du capital empruntée à Karl Marx que j'aimerai associer à celle de formes de capital de Pierre Bourdieu.
[4]Interview du patron de DEEPSEEK : l'avenir de l'IA, etc.
https://www.youtube.com/watch?v=ygn6MpgF7g0
https://www-163-com.translate.goog/dy/article/J7MP7LTE05118DFD.html?_x_tr_sl=zh-CN&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=sc

TUNISIE

# La nouvelle ministre des Finances Michket Khaldi face aux défis économiques

*La nomination de Michket Slama Khaldi intervient dans un contexte d'instabilité et de tensions économiques. La nouvelle ministre devra montrer sa capacité à redresser la situation financière du pays.*

Le président tunisien Kaïs Saïed a nommé, le mercredi 5 février 2025, Michket Slama Khaldi au poste de ministre des Finances, en remplacement de Sihem Boughdiri, sans préciser les raisons de ce limogeage. Ancienne magistrate et présidente de la Commission nationale de réconciliation pénale, elle hérite d'un portefeuille stratégique, alors que la Tunisie traverse une période de turbulences économiques.

Tunisie peine à stabiliser ses finances publiques. Avec une dette élevée, des déficits budgétaires persistants et des pénuries de produits de première nécessité, le pays est sous la surveillance du Fonds monétaire international (FMI). Malgré un accord préliminaire en octobre 2022 pour un programme de 1,9 milliard de dollars en échange de réformes, le gouvernement tunisien reste réticent face aux exigences du FMI, notamment la suppression des subventions aux produits de base.

Par ailleurs, l'inflation, bien qu'en recul (de 9,3% en 2023 à 7% en 2024), continue d'éroder le pouvoir d'achat des Tunisiens. Le chômage quant à lui, reste stable à 16% au troisième trimestre 2024, soulignant la persistance des difficultés sur le marché du travail.

La mission de Michket Slama Khaldi s'annonce délicate. Elle devra trouver un équilibre entre la nécessité de stabiliser les finances publiques et celle d'éviter une aggravation des tensions sociales. Dans ce contexte, elle devra également rassurer les créanciers internationaux et restaurer la confiance des investisseurs.

D'après les prévisions du FMI, le déficit budgétaire tunisien devrait légèrement diminuer en 2025 pour atteindre 3,4% du PIB, contre une estimation de 3,5% en 2024. En revanche, la dette publique devrait poursuivre sa hausse, passant de 83,7% à 84,3% sur la même période.

ARABIE SAOUDITE

# Le cout élevé de la diversification

La croissance économique est bridée par les restrictions de production pétrolière décidées par l'OPEP+. Hors hydrocarbures, l'activité demeure néanmoins solide, tirée par la consommation et la politique d'investissements massifs des autorités dans le cadre du programme de diversification économique Vision 2030.

Cette solidité s'accompagne d'importants déficits budgétaires et désormais courants nécessitant des émissions de dette records. Heureusement, les marges de manœuvre financières restent confortables. En revanche, la nouvelle présidence de Trump pourrait bouleverser en profondeur de nombreux équilibres.

Après une contraction de son PIB de 0,8% en 2023, l'économie saoudienne a retrouvé le chemin de la croissance. Mais son élan demeure bridé par les coupes de production de pétrole mises en place dans le cadre de la politique de l'OPEP+.

L'Arabie Saoudite a produit 9 millions de barils/jour (mbj) en 2024 contre 9,6 mbj en 2023 et 10,5 mbj en 2022. Si le PIB réel pétrolier n'est plus en récession depuis le T3 (graphique 1), il aura diminué de l'ordre de 4% sur l'ensemble de l'année 2024, contribuant à tirer la croissance économique vers le bas à 1,3%. Comparé aux attentes initiales (4,4%) lors de l'élaboration du budget, l'atterrissage est donc assez brutal. Les espoirs de rattrapage pour 2025 risquent de se heurter au même écueil mais dans une moindre mesure.

Les prévisions de croissance pour cette année ont été d'ores et déjà ramenées à 3,4% (4,6% pour le gouvernement) afin de tenir compte des annonces faites en décembre par l'OPEP+ à savoir : 1/ la prolongation de trois mois des restrictions volontaires de production de pétrole; 2/ la levée très progressive des restrictions jusqu'à fin septembre 2026, soit un an plus tard que prévu. Pour l'Arabie Saoudite, qui supporte une grande partie de l'effort, cela va se traduire par un manque de 0,4 mbj en 2025. À 9,2 mbj, la production de pétrole saoudienne progresserait ainsi seulement de 2% contre 6% prévu initialement, et il existe un risque que l'OPEP+ procède à de nouveaux ajustements dans l'année tant le marché mondial du pétrole demeure fragile. Néanmoins, une contraction de la production pétrolière apparaît peu probable à ce stade. L'aléa pétrolier, bien que significatif, ne devrait donc pas avoir d'effet récessif comme lors deux dernières années.

Dans ce contexte, l'essentiel de la croissance viendra une nouvelle fois du secteur non pétrolier. L'activité y reste solide (+3,9% en moyenne sur les neuf premiers mois de 2024), portée par l'investissement (+4,1%) et la consommation des ménages (+2,9%). Les perspectives sont bien orientées. La poursuite des mégaprojets d'infrastructures dans le cadre du programme de diversification économique Vision 2030 et la vigueur du marché du travail (taux de chômage historiquement bas à 3,7% ; hausse continue du taux de participation, en particulier des femmes) devraient ainsi permettre au secteur hors hydrocarbures de continuer de croître à un rythme d'au moins 4%.

### L'inflation reste contenue

Malgré la robustesse de la demande domestique et une hausse de plus de 10% des loyers (21% de l'indice des prix à la consommation, de loin sa principale composante), alimentée par une urbanisation soutenue et l'expansion de la population active, le risque inflationniste est contenu. La hausse de l'IPC s'est établie à 1,7% en moyenne en 2024 contre 2,3% en 2023. Elle ne devrait pas excéder 2% cette année. Plusieurs facteurs de modération sont en effet à l'œuvre, en particulier la force du dollar US sur lequel est ancrée la monnaie saoudienne.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN MAURITANIE

# Ouverture d'un centre de préparation des concours d'agrégation à l'École Normale Supérieure de Nouakchott

Le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, M. Yacoub Moine, a supervisé, lundi dernier à Nouakchott, l'ouverture officielle du Centre de Préparation des concours d'agrégation au sein de l'École Normale Supérieure (ENS). Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la réforme ambitieuse du système éducatif mauritanien, visant à renforcer la qualité de la formation des enseignants et à répondre aux besoins croissants en professeurs qualifiés dans les disciplines scientifiques.

### Un nouveau pilier pour l'excellence académique

Le Centre de Préparation des concours d'agrégation représente une nouvelle composante de l'ENS, dont la première phase démarre cette année avec les disciplines des mathématiques, de la physique et de la chimie. Ce centre a pour objectif de former des enseignants hautement qualifiés, capables de répondre aux exigences des départements préparatoires des écoles d'ingénieurs et des établissements d'enseignement supérieur. Il s'agit également de localiser la formation aux concours d'agrégation, jusqu'alors dispensée à l'étranger, notamment au Maroc et en Tunisie.

Dans son discours inaugural, le ministre Yacoub Moine a souligné l'importance de cette initiative pour améliorer la qualité du système éducatif mauritanien. « L'ouverture de ce centre fait suite aux résultats de l'expérience précédente d'envoi d'étudiants à l'étranger. Localiser cette formation est essentiel pour répondre aux besoins croissants en professeurs d'excellence et pour élever le niveau de l'enseignement supérieur en Mauritanie », a-t-il déclaré.

### Un défi à relever pour l'avenir de l'éducation

Le ministre a expliqué que le démarrage des activités du centre avec les disciplines scientifiques constitue un véritable défi, nécessitant une concertation des efforts et la mobilisation de tous les moyens nécessaires. « La réussite de cette expérience permettra à notre pays de répondre aux besoins en professeurs qualifiés dans les écoles d'ingénieurs et les établissements d'enseignement supérieur, tout en ouvrant des perspectives prometteuses pour l'élévation de la qualité de la formation », a-t-il ajouté.

### Une formation rigoureuse et diversifiée

Le directeur de l'ENS, M. Hamoudi Hamadi Jaghdane, a précisé que la formation au centre peut durer jusqu'à deux ans, combinant des cours théoriques, des travaux pratiques, des concours expérimentaux périodiques et des ateliers éducatifs. « Cette formation est essentielle pour doter les sections préparatoires des écoles d'ingénieurs de professeurs qualifiés et distingués, sans avoir à les faire venir de l'étranger », a-t-il expliqué.

Le centre vise également à établir des partenariats avec des institutions internationales pour enrichir son offre de formation et à lancer un concours national d'excellence, afin de promouvoir l'innovation et la recherche scientifique en Mauritanie.

Avec ce nouveau centre, la Mauritanie s'engage résolument sur la voie de l'excellence académique, en préparant une génération d'enseignants et de chercheurs capables de relever les défis du 21e siècle et de contribuer au rayonnement de leur pays

NIGERIA

# La raffinerie Dangote commence à produire de l'essence

*A plein régime, la raffinerie devrait être capable de livrer jusqu'à 330 000 barils d'essence par jour aux côtés du diesel et du carburéacteur qu'elle produit depuis janvier 2024.*

Dangote Oil Refinery a commencé à produire de l'essence et devrait mettre les premiers volumes de ce carburant sur le marché dans quelques jours, ont annoncé des dirigeants du groupe du milliardaire nigérian Aliko Dangote, ce mardi 3 septembre 2024.
« La raffinerie de pétrole Dangote remplit ses réservoirs d'essence. D'ici ce week-end, elle commencera à distribuer ce carburant », a déclaré Devakumar Edwin, le vice-président de Dangote Industries pour le Pétrole et le Gaz, cité par Bloomberg.
« Beaucoup de gens n'ont pas cru que nous serions capables de livrer de l'essence », a souligné de son côté Aliko Dangote, lors d'une émission de la chaîne d'information Arise News.
« J'espère que cette raffinerie changera toute la dynamique, non seulement au Nigeria, mais aussi en Afrique subsaharienne », a-t-il ajouté.
Selon les prévisions du cabinet de conseil Energy Aspects, la raffinerie Dangote devrait produire environ 90 000 barils d'essence par jour au quatrième trimestre 2024, avant d'atteindre près de 250 000 barils au second semestre 2025. A plein régime, elle devrait être capable de produire environ 330 000 barils par jour.
La production de l'essence au niveau de la raffinerie Dangote avait été repoussée à plusieurs reprises par l'entreprise qui prévoyait initialement de livrer ses premiers volumes en juin 2024.
La raffinerie, dont la construction a nécessité un investissement de 20 milliards de dollars, a une capacité de production de 650 000 barils par jour, tous produits pétroliers raffinés confondus. Elle livre du diesel et du carburéacteur depuis son entrée en production en janvier dernier, et ne fonctionne jusque-là qu'à hauteur d'environ 50% de sa capacité totale.

ANGOLA

# Campagne imminente de relevés géophysiques sur le bassin du Kwanza

**L'Angola qui est confronté depuis quelques années à une chute du plateau de sa production de pétrole brut du fait de l'arrivée à maturité de ses gisements producteurs, multiplie les initiatives axées sur la découverte de nouveaux gisements.**
**Selon des informations relayées mardi 3 septembre, en Angola, l'Agence nationale du pétrole, du gaz et des biocarburants (ANPG) envisage de lancer au cours de ce mois, un programme d'acquisition de données géophysiques couvrant le bassin offshore du Kwanza.**
**L'initiative sera mise en œuvre dans le cadre d'un partenariat avec Sonangol, la société publique du pétrole et consistera en 45 jours de collecte, suivie d'une analyse des données gravimétriques et magnétométriques issues des blocs KON-11, KON-12 et KON-15.**
**Ces informations, conjointement exploitées en complément des données sismiques, serviront notamment à obtenir une image détaillée et complète des structures géologiques sous la surface de ces sites.**
**Depuis qu'elle s'est retirée de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour des désaccords autour des quotas de production, l'Angola mise davantage sur la prospection pétrogazière et la découverte de nouveaux gisements pétrolifères économiquement viables.**
**Rappelons que le pays prépare activement le lancement de son cycle 2025 d'attribution de droits pétroliers qui devrait concerner une trentaine de sites pétrogaziers avec pour objectif au moins le maintien de la production actuelle d'or noir qui est autour de 1,1 million de barils par jour.**

HUILE DE PALME

# Le Nigeria coopère avec l'Indonésie dans l'huile de palme

Le Nigeria est le premier marché de l'huile de palme en Afrique. Le pays qui est également le premier producteur de cette denrée sur le continent, souhaite améliorer sa production pour réduire davantage sa dépendance aux importations.
Au Nigeria, l'Association nationale des producteurs de palme (NPPAN) et l'Association indonésienne de l'huile de palme (GAPKI) ont récemment signé un protocole d'accord à Abuja.
Selon les informations relayées par le quotidien local The Guardian, cet accord vise notamment à stimuler l'industrie de l'huile de palme dans les deux pays.
Pour la partie nigériane, l'initiative devrait permettre d'accroître la production d'huile de palme et les revenus des agriculteurs. « Le protocole d'accord offrirait aux petits exploitants agricoles du Nigeria un accès à des connaissances, des technologies et des opportunités économiques vitales dans le secteur de l'huile de palme », souligne Alphonsus Inyang, président de la NPPAN, « Ce protocole est conçu pour augmenter nos exportations d'huile de palme vers le Nigeria.
Grâce à l'expertise de l'Indonésie et à la position géographique avantageuse du Nigeria, le partenariat devrait entraîner une croissance substantielle des industries de l'huile de palme des deux pays », a déclaré pour sa part Lolita Bangun, secrétaire générale adjointe de GAPKI.
Pour rappel, le Nigeria est le 5ème producteur mondial d'huile de palme, derrière l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et la Colombie. D'après le Département américain de l'agriculture (Usda) , le pays devrait importer 22 % de sa consommation qui est attendue à plus de 1,9 million de tonnes en 2024/2025.

AFRIQUE DU SUD

# L'économie renoue avec la croissance au 4e trimestre 2024

L'embellie économique enregistrée au deuxième trimestre de l'année en cours s'explique notamment par l'amélioration de l'approvisionnement en électricité et la hausse de la consommation des ménages.
La croissance de l'économie sud-africaine a atteint 0,4 %, contre une contraction de 0,1 % durant le trimestre précédent, selon des données publiées ce mardi par l'Agence sud-africaine de statistiques (Stats SA).
En glissement annuel, le pays le plus industrialisé du continent a enregistré une croissance économique de 0,3 % entre le 1er avril et le 30 juin de l'année, a-t-on précisé de même source.
L'amélioration des performances de l'économie de la nation arc-en-ciel découle essentiellement de l'amélioration de l'approvisionnement en électricité et du rebond de la consommation des ménages dans un contexte marqué par le reflux de l'inflation.
Aucune coupure volontaire d'électricité n'a été, en effet, enregistrée au second trimestre 2024. La compagnie nationale d'électricité Eskom Holdings, qui procédait à des délestages par roulement depuis 2008 pour éviter un effondrement du réseau, a expliqué cette embellie par la mise en service de nouvelles unités de production et l'amélioration de la maintenance des centrales électriques existantes.
Le secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau a ainsi enregistré une progression de 3,1% au cours de la période, entraînant dans son sillage plusieurs autres secteurs, dont ceux de la finance, de l'immobilier et des services (+1,3 %) et de l'industrie manufacturière (+1,1%).
La consommation des ménages a, quant à elle, enregistré une croissance de 1,4 % au deuxième trimestre après une baisse de 0,2 % au cours des trois mois précédents.

NIGERIA

# 800 millions $ de financement annoncé dans le secteur de l'électricité

Le Nigeria fait face à l'un des déficits d'accès à l'électricité les plus importants du continent. Un défi que le gouvernement fédéral tente de résoudre en multipliant les investissements.
Au Nigeria, le gouvernement compte injecter 800 millions de dollars pour soutenir l'accès à l'électricité. C'est Adebayo Adelabu, le ministre de l'Électricité, qui a fait cette annonce, en marge d'une visite qu'il a effectuée en Chine, lundi 2 septembre.
L'objectif de cet investissement est de favoriser, pour la première moitié des fonds, la production d'électricité à travers la construction de sous-stations et de réseaux de distribution dans les localités de Benin, Port Harcourt et Enugu. L'autre moitié servira à cette même fin et couvrira cette fois-ci les régions d'Abuja, de Kaduna, de Jos et de Kano. L'ensemble devrait à terme aider à juguler la baisse de la capacité de production d'électricité au Nigeria, dans le cadre de l'initiative présidentielle pour l'électricité (PPI).
L'annonce de cet investissement intervient dans un contexte de faiblesse généralisée du taux d'accès à l'électricité au Nigeria. Selon des données de Statista publiées en juillet 2024, au moins 40 % des quelque 220 millions de Nigérians, soit environ 90 millions de personnes, n'ont pas accès à l'électricité. À lui seul, le Nigeria représente 15 % des 600 millions de personnes sans accès à l'électricité en Afrique.

OR, ARGENT, PLATINE ET AUTRES MÉTAUX PRÉCIEUX

# Les prévisions des prix pour 2025

*Le cycle de réduction des taux initié par les principales banques centrales devrait continuer à doper les cours de l'or et de l'argent, dans un contexte marqué par la persistance des tensions géopolitiques et des incertitudes économiques.*

Les cours de l'or et de l'argent devraient poursuivre leur rallye haussier en 2025, alors que ceux des métaux du groupe du platine (PGM) ne devraient pas suivre une tendance uniforme en raison notamment des perspectives contrastées de la demande industrielle, a estimé le négociant spécialisé Heraeus Precious Metals dans un rapport publié en décembre 2024.
Intitulé « Precious forecast 2025 », le rapport souligne que les banques centrales devraient poursuivre l'assouplissement de leur politique monétaire cette année, ce qui devrait soutenir la croissance économique et engendrer une hausse des cours de l'or.
Historiquement, l'évolution des cours du métal jaune est négativement corrélée à celle des taux d'intérêt. Des taux d'intérêt plus élevés améliorent le rendement de certains produits financiers comme les obligations, détournant les investisseurs du métal le plus précieux, qui ne produit pas d'intérêts et ne génère pas des dividendes. A contrario, la baisse des taux d'intérêt favorise le recul des rendements des obligations, ce qui permet à l'or de retrouver son statut de valeur refuge, surtout dans un contexte de tensions géopolitiques. Avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, les tensions géopolitiques pourraient s'atténuer si une solution était trouvée en Ukraine, mais les tensions commerciales devraient significativement augmenter.
Combinée au cycle de réduction des taux initié par la FED, la Banque centrale américaine, la probabilité élevée d'une récession aux Etats-Unis pourrait aussi conduire à un affaiblissement du dollar et inciter les investisseurs à se tourner vers l'or comme réserve de valeur, soutenant ainsi une plus importante augmentation de ses prix.
Les achats d'or par les banques centrales devraient également rester élevés en 2025, donnant une base solide à la demande globale du métal précieux, même si la demande de bijoux, plus sensible au prix, diminue.
Au regard de ces divers facteurs, Heraeus Precious Metals s'attend à ce que les prix de l'or évoluent dans une fourchette allant de 2450 à 2950 dollars par once troy sur l'ensemble de l'année en cours, contre 1997 à 2789 dollars par once durant l'année écoulée.
Pour l'argent, la récession économique attendue aux Etats-Unis et la poursuite d'une politique monétaire expansionniste constitueront des facteurs haussiers.
En outre, la forte demande émanant de l'industrie photovoltaïque devrait soutenir les prix, même si la production minière du métal gris devrait augmenter de 10 millions d'onces troy comparativement aux niveaux de production enregistrés en 2024.
En conséquence, les cours de l'argent devraient évoluer dans une fourchette comprise entre 28 et 40 dollars par once troy en 2025 contre 22,21 à 34,47 dollars par once en 2024.
Le prix du platine devrait être, quant à lui, soutenu essentiellement par un marché mondial déficitaire en 2025.

**Une demande industrielle qui varie selon les secteurs**

Le déficit enregistré l'an passé devrait se creuser, car la hausse de la demande l'emporte largement sur les modestes augmentations des offres primaire et secondaire (recyclage). Les besoins en platine pour l'industrie devraient augmenter, ce qui contribuera à porter la demande totale à plus de 7,6 millions d'onces troy, alors que la production minière devrait se situer à 5,4 millions d'onces troy. Les prix de ce métal utilisé dans les pots catalytiques des véhicules, mais aussi en bijouterie, en horlogerie et dans les équipements de laboratoire devraient ainsi fluctuer entre 850 et 1220 dollars par once troy.

APRÈS LES NOUVELLES MENACES DOUANIÈRES DE TRUMP

## Le dollar recule

Le dollar s'affiche en retrait mardi, les cambistes restant prudents après l'annonce par Donald Trump de droits de douane supplémentaires sur l'acier et l'aluminium. Vers 20H20 GMT, la devise américaine lâchait 0,54% face à l'euro, à 1,0362 dollar, et reculait de 0,59% face à la livre, à 1,2440 dollar. Le billet vert progresse aussi (+0,20%) par rapport au dollar canadien, et monte légèrement (+0,09%) face au dollar australien.
L'or, valeur refuge, a profité de cet environnement incertain pour atteindre mardi un nouveau record à 2.942,68 dollars l'once. Vers 20H20 GMT, il refluait légèrement de 0,37%, repassant sous la barre des 2.900 dollars à 2.897,33 dollars l'once.

BOURSES ASIATIQUES

## Elles terminent en hausse

Les Bourses asiatiques ont progressé mercredi dans l'attente des chiffres sur l'inflation américaine, Tokyo profitant de surcroît d'un yen nettement affaibli, tandis qu'à Hong Kong, les valeurs tech s'envolaient, portées par l'essor de l'intelligence artificielle.
A la Bourse de Tokyo vers 04H30 GMT, l'indice vedette Nikkei a clôturé en hausse de 0,42% à 38.963,70 points et l'indice élargi Topix à l'équilibre (+0,01% à 2.733,33 points).
Séoul a gagné 0,37% et Sydney 0,6%.
Vers 06H30 GMT à la Bourse de Hong Kong, l'indice Hang Seng grimpait de 1,89% à 21.697,67 points. L'indice composite à Shanghai progressait de 0,41%, et celui de Shenzhen de 0,89%.
Le marché du pétrole reprenait son souffle, miné par les incertitudes économiques et les inquiétudes sur l'offre: vers 06H30 GMT, le baril de WTI américain perdait 0,42% à 73,01 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,38% à 76,71 dollar

BOURSES MONDIALES

## L''Europe en hausse, Wall Street sans direction claire avant l'inflation aux Etats-Unis

Les marchés mondiaux ont évolué en ordre dispersé mardi, à la veille de la publication d'un indice d'inflation aux Etats-Unis qui donnera un signal sur la direction prise par la banque centrale américaine (Fed) sur son calendrier de baisse de taux.
A Wall Street, le Dow Jones a gagné 0,28%, l'indice Nasdaq a reculé de 0,36%, tandis que l'indice élargi S&P 500 a clôturé non loin de l'équilibre (+0,03%).
En Europe, Paris a pris 0,28%, Milan 0,91% et Londres 0,11%. Francfort a gagné 0,58%, dépassant pour la première fois le cap symbolique des 22.000 points, avec un nouveau record en séance atteint à 22.046,41 points.
Les acteurs de marché attendent la publication mercredi de l'indice des prix à la consommation (CPI) de janvier aux Etats-Unis.
Sur le marché des changes, le dollar, qui avait bénéficié des tensions douanières ces dernières semaines, perdait 0,53% face à l'euro à 1,0362 dollar pour un euro.
L'or fait une pause au sommet après un nouveau record historique atteint mardi, à plus de 2.942 dollars l'once.
Vers 22H25 GMT, l'once d'or valait 2.897 dollars.
De son côté, le pétrole a poursuivi sa hausse. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, a gagné 1,49% à 77,00 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en janvier, a grimpé de 1,38% à 73,32 dollars.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

**COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN**
**Cours du : 10 Février 2025**
**Valeur : 12 Février 2025**

| BASE | DEVISES | | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|---|---|---|---|---|
| 1 | USD | US DOLLAR | 135.5284 | 135.5434 |
| 1 | EUR | EURO | 139.7704 | 139.7995 |
| 1 | GBP | POUND STERLING | 168.1077 | 168.1889 |
| 100 | JPY | JAPANESE YEN | 89.0580 | 89.0795 |
| 1 | CNY | CHINESE YUAN | 18.5465 | 18.5490 |
| 1 | CHF | SWISS FRANC | 148.7525 | 148.8343 |
| 1 | CAD | CANADIAN DOLLAR | 94.4515 | 94.4817 |
| 1 | DKK | DANISH KRONE | 18.7365 | 18.7404 |
| 1 | SEK | SWEDISH KRONA | 12.3557 | 12.3669 |
| 1 | NOK | NORWEGIAN KRONE | 12.0409 | 12.0453 |
| 1 | AED | UAE DIRHAM | 36.8965 | 36.9057 |
| 1 | SAR | SAUDI RIYAL | 36.1390 | 36.1449 |
| 1 | KWD | KUWAITI DINAR | 438.7452 | 438.9359 |
| 1 | TND | TUNISIAN DINAR | 42.1900 | 42.6140 |
| 1 | MAD | MOROCCAN DIRHAM | 13.5405 | 13.5420 |
| 1 | LYD | LIBYAN DINAR | 27.5246 | 27.6659 |
| 1 | MRU | MAURITANIAN OUGUIYA | 3.4053 | 3.4159 |
| 1 | SDR | SPEC. DRA. RIGHTS | 177.0066 | 177.0066 |

INDICE FAO

## Le prix des céréales en légère hausse en janvier 2025

L'indice FAO des prix des céréales a affiché une valeur moyenne de 111,7 points en janvier, soit 0,3% de plus qu'en décembre, mais un niveau encore inférieur de 6,9% à celui de janvier 2024. Le mois dernier, les prix du blé à l'exportation, qui n'ont enregistré que peu de mouvements au cours du mois, ont légèrement fléchi.
Une faible demande à l'importation, qui a entraîné un ralentissement des ventes de la part de plusieurs importants pays exportateurs, a pesé sur les prix, mais un resserrement des disponibilités en Fédération de Russie et des conditions de culture hivernale mitigées dans certaines parties de l'Union européenne, de la Fédération de Russie et des États-Unis d'Amérique ont soutenu les prix.
Les prix mondiaux du maïs ont augmenté en janvier et, pour la première fois depuis deux ans, ont dépassé leurs niveaux affichés un an un plus tôt. Cette pression haussière des prix est due à un resserrement saisonnier des disponibilités, à des conditions défavorables en Argentine au terme des semis, à la progression lente de la principale récolte du Brésil (safrinha), ainsi qu'à la révision à la baisse des prévisions concernant la production et les stocks aux États-Unis d'Amérique.
Parmi les autres céréales secondaires, les prix mondiaux du sorgho et de l'orge ont augmenté, une hausse toutefois marginale en ce qui concerne l'orge.
Dans le même temps, l'indice FAO des prix de tous les types de riz a reculé de 4,7% en janvier, car l'abondance des disponibilités exportables et la concurrence entre les exportateurs ont continué à tirer les prix vers le bas.

ITALIE

# L'économie à l'arrêt

*Comme anticipé, la croissance italienne n'est pas parvenue à surpasser celle de la zone euro en 2024 (croissance annuelle moyenne de 0,5% contre 0,7% respectivement). En outre, elle est restée à l'arrêt au T4 (0,0% t/t) pour le deuxième trimestre consécutif.*

Du côté du secteur industriel, la situation est toujours dégradée. Le PMI manufacturier se situe, pour le dixième mois consécutif, en zone de forte contraction en janvier (46,3), traduisant la faiblesse des nouvelles commandes (42,8) et donc des volumes d'achats des entreprises (42). Selon l'indice du sentiment économique (ESI) de la Commission européenne, le climat des affaires dans l'industrie se serait toutefois amélioré en janvier (-8,3 ; meilleur niveau depuis juillet), ce qui a notamment permis à l'ESI global de repasser au-dessus de 100 pour la première fois en huit mois (100,2). Du côté des services, la confiance reste modérée (5,0 ; -0,1 pt), et est marquée par une baisse des anticipations des entreprises concernant la demande sur le trimestre à venir (3,3 ; -2,3 pt). L'Italie demeure le deuxième pays de la zone euro affichant l'inflation la moins élevée après l'Irlande (cf. graphique). Celle-ci s'est toutefois, comme ailleurs, redressée en janvier (+0,3 pp à 1,7% a/a), en raison d'une moindre déflation énergétique (-0,7% contre -2,7% a/a en décembre). Cette légère remontée de l'inflation est susceptible de se poursuivre, l'évolution en glissement annuel des prix à la production étant, en décembre, redevenue positive pour la première fois depuis mars 2023 (1,1% contre -0,5% en novembre).

Après avoir fortement diminué en décembre (-1,7 pt par rapport à novembre), la confiance des consommateurs s'est améliorée en janvier (14,8 ; +0,8 pt sur un mois), mais reste toujours loin de sa moyenne prépandémique (-12,6 entre 2015 et 2019). Le sentiment des ménages concernant la situation économique sur l'année à venir reste négatif et ne s'est que très légèrement amélioré (-14,5) en comparaison à sa moyenne de 2024 (-15,5). En outre, les intentions d'achats importants des ménages au cours de l'année ne connaissent pas d'amélioration significative (+0,6 pt sur un mois), et celles de construire ou d'acheter une maison ont même chuté de 2,4 pts par rapport au trimestre précédent.

Les derniers développements sur le marché du travail marquent une légère détérioration. Le taux de chômage a augmenté en décembre (+0,3 pp), mais il demeure inférieur à la moyenne en zone euro (6,2% contre 6,3% resp.). Le taux (62,3%) et le volume total (24,1 millions) des emplois ont diminué par rapport à novembre, mais restent toujours très élevés en comparaison historique.

Ces quelques signaux de redressement des enquêtes de confiance, bien que fragiles, nous laissent anticiper une croissance modestement plus positive au T1 (0,3% t/t selon les prévisions).

TURQUIE

## Ankara lève les restrictions commerciales sur les exportations syriennes et ouvre des voies de transit

La Turquie a levé les restrictions sur les exportations syriennes et rouvert son territoire au commerce de transit, marquant une étape importante vers la relance des liens économiques entre les deux pays, a déclaré mardi un responsable syrien cité par l'agence de presse SANA.

Mazen Aloush, directeur des relations de l'Autorité générale des ports terrestres et maritimes de Syrie, a déclaré à SANA que les discussions entre l'autorité et le ministère turc du Commerce avaient abouti à cette décision, qui permettra aux marchandises et aux produits syriens d'entrer librement sur les marchés turcs.

Cette décision permet également aux exportateurs syriens d'utiliser le territoire turc pour le commerce de transit, facilitant ainsi les expéditions vers les marchés étrangers qui étaient auparavant limitées par les restrictions commerciales.

"La levée de ces restrictions reflète la profondeur des relations commerciales entre les deux pays", a déclaré M. Aloush.

Cette décision s'inscrit dans le cadre d'efforts plus larges visant à renforcer le commerce régional et la stabilité économique à la suite de la transition politique de la Syrie en décembre dernier.

FRANCE

## La banque de franque prévoit une hausse de 0,1% à 0,2% du PIB au premier trimestre

Selon l'enquête mensuelle de conjoncture menée par la Banque de France, le PIB français devrait croître de 0,1% à 0,2% au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent.

La Banque de France a indiqué mardi prévoir une légère hausse de l'activité économique française au premier trimestre, par rapport au quatrième trimestre 2024, tirée par les services dans un contexte d'incertitudes budgétaire et commerciale. Selon une première estimation de l'institution, le produit intérieur brut (PIB) augmenterait de 0,1% à 0,2% entre janvier et mars, dans la continuité de la croissance observée fin 2024, si on exclut l'effet négatif du contrecoup des Jeux olympiques et paralympiques de Paris.

L'enquête mensuelle de conjoncture menée du 29 janvier au 5 février, soit la veille de l'adoption définitive du budget de l'Etat au Parlement, confirme la tendance d'"une activité en légère progression, même si elle évolue un peu en dents de scie d'un mois sur l'autre", a déclaré le chef économiste de la Banque de France, Olivier Garnier, à la presse. Selon l'Insee, le PIB s'est contracté de 0,1% au quatrième trimestre l'an dernier, en partie du fait du contrecoup des JO qui avaient nettement tiré la croissance les trois mois précédents.

### "Demande attentiste"

En janvier, les 8.500 entreprises interrogées dans le cadre de l'enquête ont mentionné une progression plus forte qu'attendue de l'activité dans l'industrie, les services marchands et le bâtiment.

Le secteur automobile, notamment, a bénéficié d'un effet de rattrapage après des fermetures plus longues qu'habituellement en décembre. À l'inverse, la métallurgie est en repli.

Le mois de février serait en revanche marqué par un coup de mou. L'activité ralentirait nettement dans les services et se stabiliserait dans l'industrie, où l'aéronautique progresserait à l'inverse de la chimie et de la métallurgie. L'activité baisserait légèrement dans le bâtiment, où les entreprises signalent "une demande qui reste très attentiste, aussi bien du côté du logement individuel et collectif que des commandes publiques", a souligné Olivier Garnier.

Les carnets de commandes sont toujours jugés dégarnis, et sensiblement bas dans l'automobile, le plastique ou la métallurgie.

Seule l'aéronautique tire son épingle du jeu. Ainsi, l'indicateur d'incertitude de la Banque de France, basé sur une analyse textuelle des commentaires des entreprises, s'est inscrit en hausse, surtout dans le bâtiment où il atteint un sommet depuis mars 2022, juste après l'invasion russe de l'Ukraine.

"Parmi les facteurs que nous citent les entreprises du bâtiment, il y a les incertitudes sur les dispositifs de type MaPrimeRénov' et le prêt à taux zéro, dans un contexte qui était encore celui d'incertitude budgétaire" avant le feu vert du Parlement au budget, "ainsi qu'un certain attentisme du côté des clients", a expliqué le chef économiste de la Banque de France.

### Guerre commerciale

Les tensions commerciales avec les Etats-Unis, où Donald Trump menace d'augmenter les droits de douane sur les importations européennes, constituent une autre source d'incertitude. Dans une nouvelle étape de la guerre commerciale qu'il a engagée depuis sa prise de fonctions, cette menace a commencé à se concrétiser lundi quand le président américain a signé des décrets imposant des droits de douane de 25% sur l'acier et l'aluminium importés à partir du 12 mars, "sans exception" selon lui. L'Union européenne a promis une réponse ferme.

Pour l'ensemble de l'année 2025, la Banque de France attend une croissance de 0,9% du PIB, comme le gouvernement du Premier ministre François Bayrou. De son côté, l'Insee voit le PIB progresser de 0,2% sur chacun des deux premiers trimestres, horizon de ses prévisions.

Sur le front des prix, après la forte inflation de l'après-pandémie, la Banque de France a signalé une normalisation: la proportion d'entreprises ayant augmenté leurs prix en janvier est "proche ou inférieure" à celle de la période pré-Covid.

Les difficultés de recrutement ont également baissé, citées par seulement 26% des entreprises (-4 points de pourcentage par rapport à décembre.

## LES DROITS DE DOUANE AUX USA

# Sens unique… et inique?

*Donald Trump use et abuse de ses prérogatives présidentielles pour s'attaquer aux importations automobiles en provenance des trois plus grands partenaires commerciaux des États-Unis. Il l'avait promis lors de sa campagne électorale et il l'a fait.*

Même si les négociations et les oppositions juridico-légales risquent bien de changer la donne au cours des prochaines semaines, les véhicules en provenance du Canada et du Mexique qui représentent 22% des ventes aux USA (soit 3,6 millions d'unités), sont frappés d'une surtaxe de 25%, tandis que ceux de Chine sont grevés de 10%. C'est un coup dur, principalement pour les deux fidèles partenaires des États-Unis au sein de l'accord de libre-échange ACEUM (Canada-Etats-Unis-Mexique), initié en 1992 sous George W. Bush. Jamais, le dicton «Il est risqué d'être l'ennemi de l'Amérique, mais il peut être mortel d'être son ami» n'aura revêtu autant de sens!

Même si elle ébranle le traité, la décision américaine est «légale» – à défaut d'être éthique –, couverte par la fameuse «executive power» dont jouit tout président.

En vertu de l'IEEPA (International Emergency Economic Powers Act) promulgué en 1977, la loi fédérale américaine autorise le Président à réglementer le commerce après avoir déclaré une situation d'urgence nationale en réponse à une «menace de source étrangère inhabituelle et extraordinaire pour les États-Unis». Il s'agit ici en substance de l'immigration illégale et du trafic de drogues, en particulier du Fentanyl, un opioïde provoquant annuellement 75.000 morts sur le territoire américain. Donald Trump a, quant à lui, «très librement paraphrasé» l'Article 2 – Section 1 de la constitution comme suit en déclarant en substance que «notre dépendance vis-à-vis des automobiles fabriquées à l'étranger peut nuire à notre état de préparation et notre sécurité économique en cas de conflit ou de crise.»

### Bis repetita…

… ne plaisent toujours pas! En 2019 déjà, lors de son premier mandat, Donald Trump avait brandi le spectre d'une surtaxation de 25% sur les véhicules et les pièces automobiles en provenance de l'Union européenne, du Japon et de Corée du Sud. Reportée de six mois, cette menace n'a finalement pas été mise à exécution.

Cette fois, les pays ciblés pèsent plus lourd encore, puisqu'il ne s'agit rien de moins que les plus trois plus grands partenaires commerciaux des USA qui accusent avec eux un déficit commercial de 535 milliards de dollars! Dans l'ordre: la Chine (295 milliards $), le Mexique (172) et le Canada (68). Et le secteur automobile est à l'avenant, sauf pour ce qui concerne la Chine:

- importations de véhicules mexicains (34 milliards de dollars/an), canadiens (27) et chinois (3,3)
- exportations de véhicules «Made in US» vers le Mexique (3,3 milliards de dollars), le Canada (17 milliards $) et la Chine (5,7)

Sur papier, cette disproportion peut expliquer le ciblage sectoriel du président américain. Mais il y a évidemment plus dans la balance. Et surtout, une opposition systématique et pratiquement unanime!

### Levée de boucliers aux USA

Les premiers à faire entendre leurs voix sont les économistes. Indépendamment des raisons qui motivent la décision unilatérale d'une surtaxe à l'importation, ils pérorent sur ses méfaits et principalement sur une probable diminution des choix de produits et une forte augmentation des prix à la consommation. Car on ne s'y trompe pas, c'est le consommateur qui va absorber le surcoût et non pas le producteur ni l'importateur ni le revendeur. Ils prévoient que la seule surimposition des véhicules, des composantes et des pièces de rechange coûtera quelque 2.700 $ de plus à l'acheteur et va gonfler l'inflation (actuellement de 2,9%) d'un demi pour cent.

L'Université de Yale estime le surcoût annuel de la mesure de 1.000 à 1.200 dollars par ménage.

Il se dit qu'en théorie, l'imposition des produits étrangers permet une nouvelle phase d'industrialisation, de dynamiser la production et donc l'économie nationale.

C'est en partie vrai, mais encore faut-il que l'industrie, l'infrastructure, la disponibilité et le coût de la main-d'œuvre, l'offre et surtout la qualité et le prix fassent partie intégrante de l'équation.

Force est de constater qu'aux USA, on est loin du compte en matière automobile «domestique» avec les (ex) Big Three (Ford, GM & Chrysler/Stellantis) certes en progression depuis 2019, mais toujours à la traîne en termes de «value for the money», de fiabilité et de durabilité. Seulement 34% des véhicules vendus aux USA sont «Made in America»!

Ces trois marques précisément – mais surtout Ford, qui produit 12% de ses véhicules dans les deux pays limitrophes et GM, le plus grand producteur de véhicules au Mexique – voient d'un mauvais œil les mesures trumpistes tout en observant une certaine réserve envers le «Commander-in-Chief». Il est vrai qu'ici, la fonction présidentielle impose toujours – mais de moins en moins – un certain respect bienséant.

Un autre bénéfice de la surtaxe est de favoriser l'implantation d'usines «locales» à l'instar de VW, BMW, Volvo, Hyundai, Kia, Mercedes-Benz, Toyota… mais ce n'est qu'un paramètre – qui plus est aléatoire – parmi tant d'autres, car la mesure n'est jamais gravée dans le marbre. Lisez durable.

Comme de bien entendu, la presse a également pris position. Et parfois sans fard. L'organe le plus virulent et le plus courageux a été le très sérieux Wall Street Journal qui, par la voix de son comité de rédaction, a titré: «La guerre commerciale la plus stupide de l'histoire»… qui ne profiterait à personne.

### Riposte des intéressés

Prudente et mesurée comme de coutume, la Chine s'est contentée de déposer une plainte officielle auprès de l'Organisation mondiale du Commerce… dans le collimateur de Trump en 2019!

Par la voix de sa présidente, Claudia Sheinbaum, le Mexique a annoncé vouloir imposer un droit d'entrée de 25% sur tous les produits en provenance des États-Unis.

Le Canada a fait de même et un peu plus, en brandissant le spectre d'une taxe de 100% sur son pétrole et son gaz naturel, susceptible de paralyser plusieurs États limitrophes, dont notamment le Michigan… grand producteur automobile! Notons que les USA importent quelque 56% de ses besoins énergétiques du Canada!

Ces deux dernières prises de position plutôt fermes ont contraint l'administration Trump à accorder à ses voisins du nord et du sud un répit d'une trentaine de jours. Une décision qui, in fine, tout comme en 2019, mènera probablement à un compromis quadripartite, une pax americana en quelque sorte.

Car, même si cette conclusion semble simpliste, on ne se refait pas: Trump a cette réputation de joueur invétéré et ses menaces, de simples jetons.

# Les datacenters IA, ogres énergétiques menaçant l'Europe

*Selon l'ONG Beyond Fossil Fuels, la demande énergétique des datacenters construits pour l'IA engloutira jusqu'à 287 TWh de capacité électrique en 2030. Soit l'équivalent de 90% de la production d'électricité en France l'an dernier.*

A l'heure où les milliards pleuvent pour soutenir l'investissement dans l'IA en France (109 Md€ selon les déclarations d'Emmanuel Macron, le 9 février, en amont du Sommet sur l'IA), l'ONG Beyond Fossil Fuels, qui milite pour une généralisation des renouvelables en Europe, tente de dresser un bilan de l'impact écologique de cette ruée vers l'intelligence artificielle.
Car ces monstres énergétiques que sont les nouveaux datacenters censés porter la révolution de l'IA vont devoir être alimentés. La question à laquelle tente de répondre l'ONG est : comment ?
Rappelons d'abord que, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Europe doit décarboner sa production d'énergie d'ici 2035 pour tenir ses objectifs climatiques, ce qui passe par l'électrification des transports, du chauffage ou encore de l'industrie. Une transition bien engagée, selon Beyond Fossil Fuels, les renouvelables étant passés de 34 % de l'électricité produite dans l'UE en 2019 à 47 % en 2024, tandis que la part des fossiles se replie de 10 points sur la période, à 29 %.

### 287 TWh d'électricité en 2030, soit 22 EPR

Une trajectoire que pourrait venir perturber la construction de nouveaux datacenters, portant la vague de l'IA.
L'AIE prévoit ainsi que d'ici 2026, ces infrastructures pourraient représenter 29% de la nouvelle demande d'électricité en Europe. Pour l'ensemble de l'Europe - Royaume-Uni compris - Beyond Fossil Fuels estime que les datacenters pourraient générer une demande d'électricité de 287 TWh au maximum en 2030, dans l'hypothèse d'une forte croissance de la demande en matière d'IA. Soit environ 2 fois la consommation estimée en 2024. A titre de comparaison, ce total représente 90% de l'ensemble de la production d'électricité française en 2023. Ou encore 22 réacteurs EPR comme celui de Flamanville, dont le coût a été récemment estimé à près de 24 Md€ par la Cour des comptes. Dans un scénario plus modéré, avec une croissance moindre des besoins en matière de datacenters, l'ONG imagine une consommation à peine inférieure à 220 TWh en 2030.

### Le recours aux énergies fossiles ?

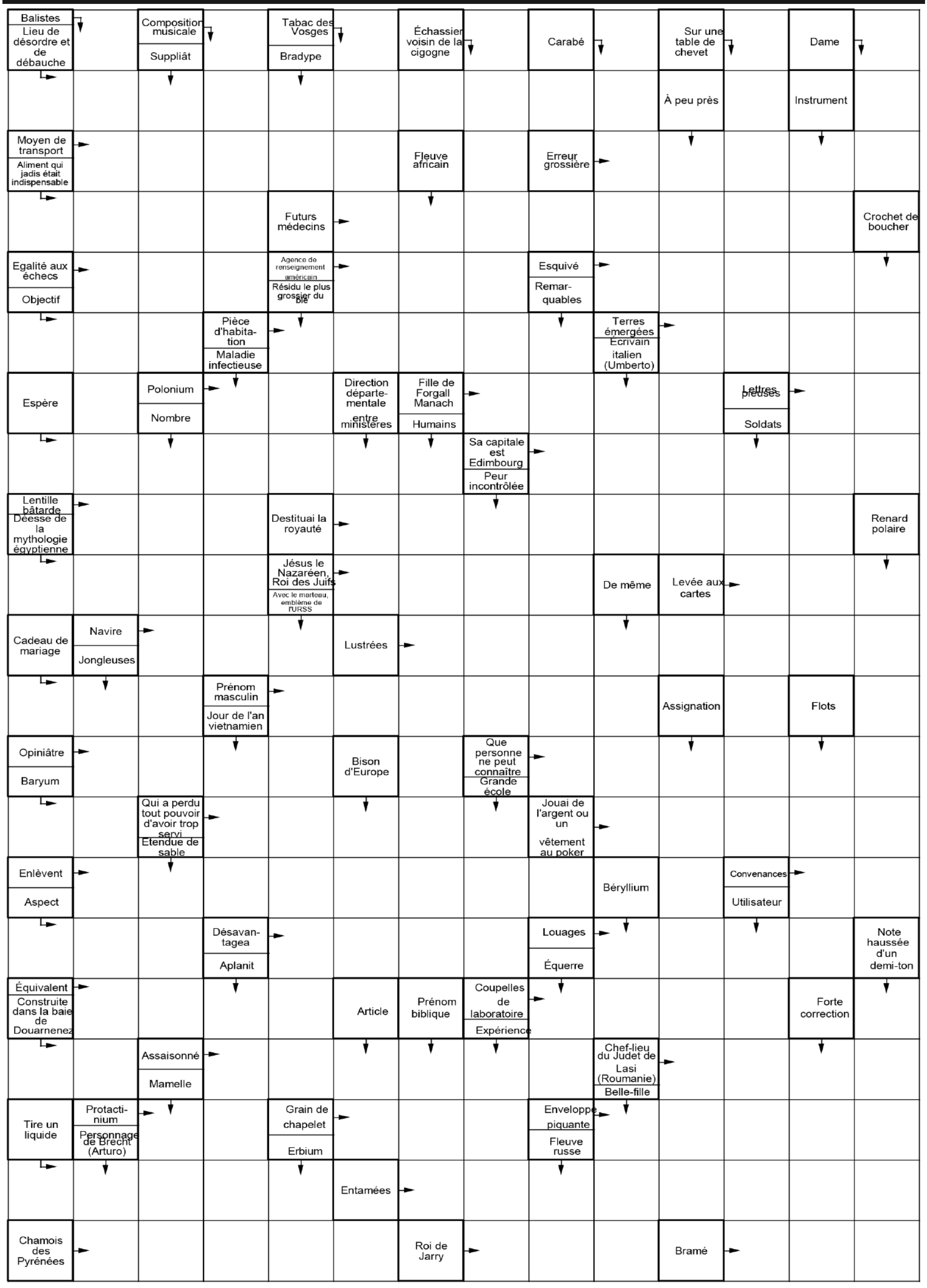
Face à ces besoins en énergie, Beyond Fossil Fuels imagine deux réponses possibles du système de production électrique. Le premier prévoit que 61 % de cette demande supplémentaire soit satisfaite par des combustibles fossiles. Soit 121 millions de tonnes d'équivalent $CO_2$ rejetées dans l'atmosphère entre 2025 et 2030.
Ce qui équivaut à l'ensemble des émissions des centrales à gaz allemandes sur une année.
A l'inverse, si cette demande parvient à être couverte à 100% par des énergies renouvelables (aux deux-tiers par le photovoltaïque et un tiers par l'éolien), l'ONG calcule que 21% des nouvelles capacités en énergies renouvelables de l'UE seraient alors exploitées pour les datacenters, ce qui pourrait avoir pour effet de limiter l'accès aux énergies renouvelables dans d'autres secteurs.
En somme, comme l'indiquent les auteurs du rapport de Beyond Fossil Fuels, les deux scénarios comportent des risques : « en l'absence de politiques claires de la part des entreprises et des gouvernements pour s'assurer que la nouvelle demande est satisfaite par des énergies renouvelables supplémentaires et par des investissements dans les réseaux, il existe un risque évident d'augmentation significative des émissions en raison de la croissance des datacenters.
Cette augmentation est soit directe, par l'extension de l'infrastructure gazière, soit indirecte, les nouveaux centres de données consommant une part si importante des renouvelables que d'autres secteurs seront contraints de recourir aux combustibles fossiles. »

## L'UE mobilise pour investir massivement dans l'IA

Pour rester dans la course à l'IA, l'Europe a décidé de débloquer 50 milliards d'euros, qui vont s'ajouter aux 150 milliards d'euros promis par plus de 60 entreprises dans le cadre de l'alliance EU AI Champions Initiative. Une course à l'échalotte qui s'ajoute au 109 Md€ promis par le président Emmanuel Macron.
L'Union européenne a annoncé un investissement sans précédent de 200 milliards d'euros dans l'intelligence artificielle, marquant une étape décisive dans la course mondiale à cette technologie révolutionnaire.
Cette initiative, dévoilée lors du Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle à Paris, vise à positionner l'Europe comme un des leaders mondiaux dans le domaine de l'IA, tout en promouvant une approche fondée sur l'ouverture, la coopération et l'excellence. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a souligné l'importance de cet engagement historique : « L'IA améliorera nos soins de santé, stimulera notre recherche et notre innovation et stimulera notre compétitivité. Nous voulons que l'IA soit une force pour le bien et pour la croissance. » Elle a ajouté que l'UE s'engagerait à hauteur de 50 milliards d'euros, complétant ainsi les 150 milliards d'euros promis par plus de 60 entreprises dans le cadre de l'alliance EU AI Champions Initiative. Ce partenariat public-privé, qualifié de « plus grand au monde pour le développement d'une IA fiable », permettra de créer des infrastructures de pointe, notamment des fermes de GPU pour l'IA.
Ces installations seront spécialisées dans la formation des modèles d'IA les plus complexes et volumineux, nécessaires pour des avancées dans des domaines critiques tels que la médecine et la science.
Henna Virkkunen, vice-présidente exécutive chargée de la souveraineté technologique, de la sécurité et de la démocratie, a salué cette initiative en déclarant : « Aujourd'hui est un jour historique : nous avons jeté les bases de nos futures gigausines d'IA. En rassemblant nos ressources, nous permettrons aux entrepreneurs en IA d'innover et de se développer dans les domaines les plus exigeants de l'IA. » Elle a ajouté : « Nous serons prêts à montrer la voie en matière d'IA avec une infrastructure de pointe. » L'initiative InvestAI, lancée par l'UE, comprend un fonds de 20 milliards d'euros pour les datacenter spour l'IA, qui seront réparties dans toute l'Europe.

Ces fermes de serveurs disposeront d'environ 100 000 GPU de dernière génération, soit quatre fois plus que les clusters actuels. Elles permettront à tous les scientifiques et entreprises, y compris les plus petites, de travailler avec des modèles d'IA avancés. L'Europe entend ainsi adopter une approche unique de l'IA, en mettant l'accent sur l'innovation coopérative et ouverte.
Cette stratégie vise à exploiter les données industrielles et de fabrication uniques de l'Europe, ainsi que son savoir-faire technologique. L'objectif est de stimuler l'adoption de l'IA dans les secteurs clés de l'économie et de relever les défis majeurs de notre époque.
Le Sommet de Paris a également mis en lumière le rôle crucial de l'open source dans le développement de l'IA en Europe.
L'open source permet une expansion plus rapide des systèmes d'IA, favorisant ainsi l'innovation et la collaboration entre les talents du monde entier. L'UE prévoit également de mettre en place un Conseil européen de la recherche sur l'IA, qui permettra de mutualiser les ressources et d'explorer les moyens d'exploiter le potentiel inexploité des données pour soutenir l'IA et d'autres technologies. Plus tard cette année, la Commission lancera une initiative « Appliquer l'IA » pour favoriser l'adoption industrielle de l'intelligence artificielle dans des secteurs clés.

# Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Jeudi 13 février 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

## Le baril de Brent à 76,27 dollars

Les cours du pétrole baissaient, mercredi après des prévisions de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) indiquant une production d'or noir plus forte que prévue aux Etats-Unis en 2025. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, perd 0,95% à 76,27 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mars, recule de 1,15% à 72,48 dollars. L'EIA s'attend désormais à ce que la production de pétrole brut des Etats-Unis atteigne un "record" supérieur à celui ultérieurement prévu, avec en moyenne 13,59 millions de barils par jour en 2025, contre son estimation précédente de 13,55 millions de barils quotidiens.

AVEC LA PARTICIPATION DE M. ATTAF

## Ouverture de la 46e session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA à Addis-Abeba

**Les travaux de la 46e session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA) ont débuté, mercredi à Addis-Abeba, avec la participation du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a indiqué un communiqué du ministère.**
**Les ministres africains des Affaires étrangères débattront lors de cette session, qui se tient en prélude du sommet de l'UA, prévu les 15 et 16 février 2025, "des questions relatives au renouvellement de la composante des différentes instances de l'organisation continentale, avec à leur tête la Commission de 'UA et le Conseil de la paix et de sécurité, ainsi que plusieurs questions liées à la paix, à la sécurité et au développement en Afrique", ajoute la même source.**

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

# L'IA, une nouvelle guerre sur fond de souveraineté

**Au cours de cette semaine il s'est tenu à Paris le Sommet mondial de l'Action sur 'intelligence artificielle. Ce sommet a réuni plusieurs chefs d'Etat et de Gouvernement, des scientifiques, des bailleurs de fonds et de grandes entreprises opérant dans le domaine de la Data comme les GAFAM. Le sommet vise à débattre des questions de développement de l'IA au service de l'économie et de la société, à organiser la coopération et surtout à mettre en place des garde-fous pour faire face aux dérives possibles de l'IA et leurs conséquences sur les plans sécuritaire, environnemental et sociétal. Le plus important est de définir une charte de "règlement sur la diffusion de l'IA".**
Biden a proposé un projet censé régir les pays ayant accès à la technologie américaine dont l'arrière-pensée est de forcer les autres pays à intégrer l'écosystème américain de l'IA. Dans les faits, trois acteurs s'affrontent sur le champ de l'IA, d'un côté les USA, de l'autre la Chine ; l'Europe a pris un retard dans ce domaine et joue l'arbitre en attendant de définir sa stratégie.
La France annonce 109 Mds de$ pour construire son Data Center Géant grâce à des financements des Emirats Arabes (40 à 50 Mds de $) et le Canada (10 à 20 Mds de $). Pendant ce temps, Amazone annonce 100 Mds d'investissement pour 2025. L'UE mobilise 200 Mds pour l'IA, alors que les USA ont annoncé en janvier 2025 un montant de 500 Mds de $.
L'Intelligence artificielle, plus qu'une technologie ou un outil, est un nouveau projet de vie. Ce qu'elle va induire comme transformation est capital. L'IA est une avancée technologique du même ordre que la révolution industrielle et Internet. De plus la révolution industrielle a pris beaucoup de temps avant de produire ses effets, l'IA s'est imposée de manière très rapide et sa diffusion sera aussi très rapide et global. Les impacts en seront certainement aussi rapides et décisifs.
Le numérique n'est pas la numérisation ; cette dernière n'est qu'un processus technique consistant à numériser les données et les organiser. Elle est nécessaire, mais pas suffisante pour entrer dans le numérique et encore moins dans le monde de l'IA. L'économie numérique va au-delà des aspects de fourniture de services administratifs à distance. Elle implique tous les secteurs, toutes les relations, toutes les activités, toutes les transactions, et des équipements, système et logiciels nécessaires. L'économie numérique est une affaire de Data. L'IA générative fonctionne sur les données stockées qui serviront de base de calcul pour déterminer les évolutions, les tendances et les corrélations entre des milliers ou millions de phénomènes, d'où l'importance des supercalculateurs.
Dans une précédente chronique, nous avions évoqué le caractère énergivore de l'IA. Ses besoins en énergie se chiffrent en millions de gigawatts et cet aspect va encore aggraver les problèmes des sources d'énergies qu'il faut exploiter sans accroître les problèmes d'environnement. L'IA est en entrain de réhabiliter, voire légitimer ou justifier, l'exploitation des énergies non conventionnelles comme le nucléaire ou celles polluantes comme le charbon.
Beaucoup de pays ont élaboré des stratégies nationales pour l'IA ; l'objectif est d'anticiper sur les impacts de cette révolution technologique dont les impacts positifs sont énormes sur l'économie, la santé, l'éducation, la défense etc. il y aussi des impacts négatifs sur la vie des personnes en général. L'IA générative remodèle l'économie mondiale, reconfigure les relations sociales, transforme ou viole les règles juridiques et surtout risque de porter atteinte à la démocratie, aux règles éthiques et morales et probablement les codes génétiques et génomiques. Déjà avec les premiers systèmes ChatGPT (USA) et DeepSeek (Chine) les transformations commencent à apparaitre dans le domaine économique et social (production, santé, éducation, information, sécurité…).
Les impacts économiques et militaires de l'IA sont les plus étudiés aujourd'hui, alors que les impacts sociologiques, éthiques, juridiques sont de loin les plus importants pour la vie des gens.

### La guerre a commencé entre les deux Géants de l'IA

Américains et Chinois s'affrontent avec des outils performants grâce à des technologies de pointe et avec des moyens financiers colossaux. La guerre est lancée même si elle est pour le moment silencieuse. Elle est certainement plus cruelle que la guerre commerciale, car il s'agit du contrôle de l'avenir.
La suprématie dans ce domaine sera décisive sur une longue période. Le retard de l'Europe est difficilement rattrapable, car l'IA est une chaine de valeur reliée à un écosystème très complexe construit autour des Supercalculateurs, des systèmes d'Energie et des systèmes de Télécommunication. Contrôler toute la chaine de valeur est le principal enjeu aujourd'hui ;car par ce contrôle, on construit une suprématie. Les Européens sont justement dans cette dépendance aux américains car ces derniers, par leurs géants du numérique (GAFAM) contrôlent les chaines de valeurs et organise l'écosystème. Seuls les Chinois échappent quelque peu à cette subordination.
Si les États-Unis partent du principe que leur technologie est la seule option pour des pays comme l'Inde ou l'Indonésie, elle risque de pécher par excès de confiance. C'est possible. Mais il serait dangereux de considérer cette avance comme acquise (The Economist 01/25) L'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux États-Unis, accompagnée d'annonces fracassantes et soutenu par des dirigeants des géants américains de la Tech qui l'ont rallié, n'est pas de bon augure pour l'avenir de cette révolution et ses impacts sur les plus faibles.

### La réglementation et la codification périodique des usages doit être une priorité

Une réglementation contraignant les éditeurs à une évaluation continue de leurs outils sera nécessaire, car les problèmes évoluent constamment et on ne peut pas se contenter d'un audit à un moment donné.
À la veille du sommet d'action sur l'intelligence artificielle (IA), Amnesty internationale alerte à son tour. L'ONG demande au gouvernement français de saisir cette occasion cruciale de progresser de manière significative vers une réglementation mondiale de l'intelligence artificielle respectueuse des droits humains. Amnesty demande aussi que les individus et les groupes touchés par l'IA, puissent pouvoir former des recours et obtenir des réparations.
Beaucoup d'espoirs reposent sur l'AI Act, qui constitue le premier cadre réglementaire au monde portant sur l'intelligence artificielle – et donc à ce titre la réglementation la plus ambitieuse jusqu'à présent dans ce domaine. Mais malgré son entrée en application progressive jusqu'en 2027, elle reste encore fragile, tant elle est contestée. Trump et son ministre Musk veulent aller à une dérégulation totale des systèmes de télécommunication.
Pour le moment, seuls les chinois tiennent tête aux américains. Si ces derniers ont une avance sur la technologie proprement dite, les chinois sont plus performants sur le coût de production des LLM (Large language model) QwQ, propriété d'Alibaba, géant du commerce électronique, a été lancé en novembre et a moins de trois mois de retard sur les meilleurs modèles américains.

### La Chine en route vers le leadership mondial

« Si la Chine reste au plus près de la frontière technologique, elle pourrait être la première à faire le saut vers la superintelligence ».
Dans ce cas, elle serait à même d'en retirer plus qu'un simple avantage militaire. Dans un scénario de superintelligence, la dynamique du "winner-takes-all" pourrait soudainement dominer à nouveau. Même si l'industrie reste sur la voie actuelle, l'adoption généralisée de l'IA chinoise dans le monde risque de conférer au PCC (Parti communiste Chinois) une énorme influence politique, au moins aussi inquiétante que la menace de propagande que constitue TikTok, l'application de partage de vidéos appartenant à des Chinois, dont l'avenir en Amérique reste incertain. »
(Le Nouvel Economiste 7 février 2025).
Poutine disait : « celui qui dominera l'IA, dominera leMonde.
Le sommet de Paris pour l'action sur l'IA s'est terminé par une grande divergence entre les pays participants (plus de 60 pays) et les USA soutenus par la grande Bretagne au sujet des normes et de la règlementation de l'IA dans ses différents usages. Pour les USA, la règlementation risque de freiner l'innovation. L'alliance France-Inde (pays organisateur et pays d'accueil du prochain sommet) n'a pas pu imposer une gouvernance mondiale de l'IA autour du Slogan « Une IA, Ouverte, Inclusive et Ethique ».
L'IA remet en cause beaucoup de règles et de systèmes liés à la souveraineté des pays. Beaucoup d'encre a coulé sur cette notion de souveraineté des Etats au cours du 20e siècle ; ni les juristes ni les politistes n'ont pu définir les évolutions de la notion faute de critères pertinents permettant de mesurer les évolutions des phénomènes et les nécessités de changement sans remettre en cause l'équilibre fragile des relations internationales ; l'IA est venue pour transformer les fondements même des Etats et par voie de conséquence les relations entre eux. Aux juristes et politistes d'essayer de codifier ces transformations pour sauver un tant soit peu un ordre mondial « acceptable ». Le bien-être attendu de l'IA est porteur de risque tant au plan global qu'au plan personnel et sociétal.